

Gabon : Première revue de l'accord de confirmation et demandes de dérogation pour non observation de critères de réalisation et de modification d'un critère de réalisation — Rapport des services du FMI; Communiqué de presse publié à l'issue des travaux du Conseil d'administration; Déclaration de l'Administrateur du FMI pour le Gabon

Dans le cadre de la première revue de l'accord de confirmation conclu avec le Gabon, les documents ci-après ont été diffusés et figurent dans ce dossier :

- Le rapport des services du FMI relatif à la première revue de l'accord de confirmation établi par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 9 octobre 2007 avec les autorités gabonaises sur l'évolution et les politiques économiques. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 13 décembre 2007. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement au point de vue du Conseil d'administration du FMI.
- Un communiqué de presse résumant le point de vue du Conseil d'administration tel qu'exprimé lors de l'examen du rapport des services du FMI le 19 décembre 2007, qui concluait la revue.
- Une déclaration de l'Administrateur du FMI pour le Gabon.

Les documents ci-après ont été ou seront diffusés séparément :

Lettre d'intention adressée par les autorités gabonaises au FMI*

*Peut aussi figurer dans le rapport des services du FMI

La politique de publication des rapports et autres documents des services du FMI autorise la suppression des passages contenant des informations sensibles.

Afin d'aider le FMI à évaluer sa politique de publication, les lecteurs sont invités à faire part de leurs observations, qui peuvent être envoyées par courrier électronique à Publicationpolicy@imf.org.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à :

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Adresse électronique : publications@imf.org Internet : <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars

**Fonds monétaire international
Washington, D.C.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GABON

Première revue de l'accord de confirmation et demandes de dérogation pour non observation de critères de réalisation et de modification d'un critère de réalisation

Préparé par le Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

Approuvé par David Nellor et Michael Hadjimichael

13 décembre 2007

- **Accord de confirmation :** l'accord triennal d'un montant de 77,15 millions de DTS (50 % de la quote-part) a été approuvé le 7 mai 2007; les autorités entendent le traiter comme un accord de précaution.
- **Mission:** 28 septembre – 9 octobre à Libreville. L'équipe a rencontré M. Paul Toungui, Ministre des Finances, M. Casimir Oye Mba, Ministre de la Planification, M. Richard Onouvié, Ministre des Mines, de l'énergie et du pétrole, M. Hervé Nze-Nong, Directeur national de la BEAC, d'autres hauts fonctionnaires et des représentants des milieux d'affaires et de la communauté des donateurs. La mission a diffusé un communiqué de presse.
- **Composition de la mission:** M. Briançon (Chef de mission), Mme Fichera, M. Iossifov (tous du Département Afrique), M. Leigh (Département des finances publiques), Mme Martin (Département de l'élaboration et de l'examen des politiques) et M. Thiam (Représentant résident). M. Thierry Nguema-Affane (Bureau de l'administrateur) a assisté aux réunions.

Table des matières	Page
Résumé analytique	3
I. Évolution de la situation économique et résultats obtenus dans le cadre du programme	4
II. Compte rendu des entretiens	5
A. Cadre macroéconomique et risques pour les perspectives	5
B. Ajustement budgétaire et budget 2008	6
C. Renforcement de la gestion des finances publiques	9
D. Autres réformes propices à la croissance	9
E. Questions relatives au programme	10
III. Évaluation par les services du FMI	10
Tableaux	
1. Principaux indicateurs économiques, 2005–10	12
2. Critères de réalisation quantitatifs de l'accord de confirmation, 2007–10	13
3. Mesures structurelles pour la première revue de l'accord de confirmation	14
4. Opérations financières de l'État, 2005–08	15
5. Gestion des finances publiques -- Principales avancées et mesures à prendre	16
6. Balance des paiements, 2005-10	17
7. Situation monétaire, 2004-09	18
8. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2001–07	19
9. Capacité de rembourser le FMI, 2006-12	20
10. Indicateurs de vulnérabilité extérieure, 2001-06	21
11. Calendrier des achats et conditions posées en vertu de l'accord de confirmation, 2007–10	22
Encadré	
1. Ajustement des prix du carburant	8
Appendice	
I. Analyse de la viabilité de la dette extérieure	23
Pièce jointe	
I. Lettre d'intention	30

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les résultats économiques de 2007 ont jusqu'à présent été satisfaisants et les perspectives à court terme sont positives. La vigueur de l'activité non pétrolière soutient la croissance, l'inflation est modérée, la balance des paiements demeure excédentaire, et l'assainissement budgétaire poursuit son cours. Les risques portent sur les prix mondiaux du pétrole, la demande globale et la maîtrise des dépenses publiques.

Le programme est globalement sur la bonne voie. Les critères de réalisation et repères quantitatifs et structurels pour juin et septembre ont été observés, sauf pour l'ajustement des prix des carburants et le plafond à fin septembre du crédit bancaire net à l'État. Les prix des carburants sont restés inchangés afin d'éviter les tensions politiques et sociales, mais seront ajustés au premier trimestre de 2008. Le crédit bancaire net à l'État a dépassé le niveau ciblé, bien que l'objectif budgétaire ait été atteint, en raison d'une réduction anticipée de la dette publique envers le secteur non bancaire.

Les résultats budgétaires de 2007 sont satisfaisants et le projet de loi de finances de 2008 est aligné sur le programme malgré un niveau plus élevé de subventions aux prix des carburants. Cela a été rendu possible par la maîtrise des dépenses courantes non sociales. Le défi maintenant est d'orienter la dépense publique vers l'investissement dans l'infrastructure et les dépenses sociales ciblées, tout en contenant les autres dépenses courantes.

Les autorités sont déterminées à poursuivre la réforme de la gestion des finances publiques. Les principaux objectifs sont de mieux suivre et comptabiliser les recettes pétrolières, mieux aligner les plans de dépenses sur les objectifs des politiques mises en œuvre, et ouvrir davantage les marchés publics à la concurrence.

Les autorités conviennent qu'il faut accélérer les réformes propices à la croissance pour rendre l'économie non pétrolière plus compétitive. Elles admettent que le contrôle récent des prix constitue un signal négatif pour les investisseurs privés, et entendent le lever d'ici la fin de l'année. L'économie doit également être ouverte à une concurrence accrue.

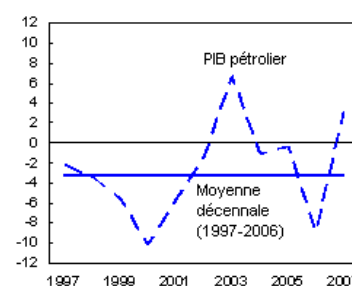
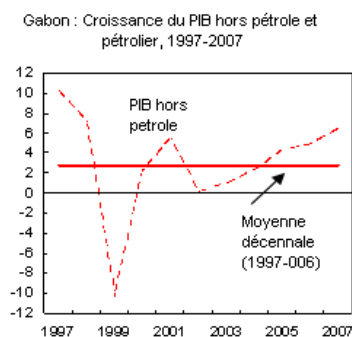
Les créanciers du Club de Paris ont accepté que le Gabon rachète sa dette hors APD afin d'améliorer le profil du service de la dette. Dans le cadre du montage financier, le gouvernement a lancé un emprunt de 1 milliard de dollars EU à 10 ans remboursable in fine et assorti d'un taux d'intérêt nominal de 8,20 %. Cet emprunt a été émis en dépit d'une conjoncture financière mondiale difficile, car il avait été convenu avec le Club de Paris de conclure l'opération de rachat avant la fin de l'année. L'ensemble du montage financier devrait réduire de 11 % la valeur actualisée nette (VAN) de la dette correspondante, bien que l'emprunt ait été émis dans des conditions moins favorables et que le remboursement in fine implique un besoin de financement considérable à l'échéance.

Les services du FMI appuient la demande de dérogations des autorités et recommandent l'achèvement de la première revue du programme.

I. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME

1. Les bons résultats enregistrés en 2007 reposent sur une bonne gestion de l'économie (tableau 1):

- ***Hors du secteur pétrolier, l'activité a été soutenue.*** La croissance du PIB réel hors pétrole pourrait atteindre 6,4 %, et excéderait donc de 0,7 % les projections, stimulée par la production de manganèse, l'exploitation forestière, la transformation du bois et les services. Ce résultat est bien supérieur à la moyenne décennale de 2,8 %.
- ***Mais la production de pétrole a été inférieure aux attentes.*** Des problèmes techniques persistants ont retardé le rebond de la production.
- ***L'inflation est en baisse.*** Cependant, répondant à la pression du public, le gouvernement a bloqué en septembre les prix de l'huile de palme, du lait, du ciment et du contreplaqué, qui avaient enregistré une hausse marquée durant l'été.
- ***L'assainissement budgétaire se poursuit.*** L'objectif de déficit primaire hors pétrole (DPHP) a été atteint en septembre, les recettes et dépenses non pétrolières excédant les projections. Le niveau élevé des recettes non pétrolières traduit la vigueur de la demande intérieure, tandis que les dépenses de salaires, de biens et services, et les subventions aux carburants ont dépassé les projections. Un écart de recettes pétrolières et un niveau plus élevé que prévu des paiements au titre de la dette intérieure ont abouti à un faible volume d'épargne budgétaire.
- ***L'excédent du compte courant sera probablement plus faible qu'escompté en 2007, mais globalement la balance des paiements devrait enregistrer un excédent important.*** Les importations et les bénéfices rapatriés par les compagnies pétrolières, dont le niveau est plus élevé que prévu, progressent plus vite que les exportations de manganèse, de grumes et de produits du bois. L'excédent de la balance des paiements devrait toutefois atteindre 0,5 milliard de dollars EU.
- ***La rapide expansion du crédit privé a conduit la BEAC à resserrer la politique monétaire.*** En mai elle a relevé les coefficients de réserves obligatoires des banques au Gabon et épongé la liquidité bancaire excédentaire. En septembre la croissance du crédit au secteur privé est tombée à 22 % en glissement annuel.



2. **En juillet les créanciers du Club de Paris ont accepté un rachat de la dette du Gabon hors APD avec une décote de 15 % de la valeur actualisée nette (VAN).** Les créanciers détenant 86 % des créances admissibles — 2,3 milliards de dollars EU — participeront à cet accord. Le Gabon a reçu la note BB- de deux agences de notation et a émis en décembre sur le marché de capitaux internationaux un emprunt à 10 ans remboursable in fine de 1 milliard de dollars EU assorti d'un taux d'intérêt nominal de 8,20 %. Ce montage financier devrait réduire de 11 % la VAN de la dette correspondante, bien que les conditions de l'émission ait été moins favorables en raison d'une conjoncture financière internationale difficile. Le rachat aura pour effet de lisser les obligations du service de la dette, encore que le remboursement in fine suppose un besoin de financement considérable à échéance¹.

3. **La mise en œuvre du programme a été satisfaisante** (tableaux 2 et 3). Tous les critères de réalisation quantitatifs et structurels jusqu'à fin septembre ont été observés, sauf celui du crédit bancaire net à l'État à fin septembre et l'application de la formule d'ajustement automatique des prix du carburant. La formule n'a pas été appliquée afin d'éviter des tensions sociales et politiques, mais les autorités estimaient qu'en disposant de plus de temps elles seraient en mesure de résoudre le problème. Elles ont donc convenu de répercuter d'ici fin mars 2008 les augmentations des prix internationaux enregistrées depuis septembre 2007 et d'appliquer la formule d'ajustement des prix par la suite. Ceci constitue un nouveau critère de réalisation pour fin mars 2008. Le critère de crédit bancaire net à l'État n'a pas été respecté fin septembre, alors même que l'objectif de déficit primaire hors pétrole l'a été, en raison de remboursements anticipés de la dette intérieure au secteur non bancaire.

II. COMPTE RENDU DES ENTRETIENS

A. Cadre macroéconomique et risques pour les perspectives

Gabon : Cadre macroéconomique, 2005–10

	2005	2006	2007		2008	2009	2010
		Prél.	Prog.	Proj.	Projections		
	(pourcentage de variation annuelle)						
PIB à prix constants	3,0	1,2	5,6	5,6	4,2	3,8	3,2
Pétrole	-0,4	-8,9	5,3	3,1	2,4	0,6	-2,9
Hors pétrole	4,3	4,9	5,7	6,4	4,7	4,8	4,9
PIB à prix courants	20,5	9,2	2,3	6,8	9,3	1,8	0,6
IPC (moyenne annuelle)	1,2	-0,1	5,5	4,4	3,0	2,5	2,0
	(pourcentage du PIB)						
Solde budgétaire global (base ordonnanc.)	8,6	9,2	10,0	10,9	11,7	11,3	10,7
Solde primaire hors pétrole	-17,5	-18,0	-11,6	-11,5	-10,0	-8,3	-6,9
Solde des transactions courantes	19,9	18,0	16,9	13,3	16,1	14,8	12,9
Dette extérieure publique	39,1	32,5	27,6	26,5	20,9	16,8	14,5
	(pourcentage du PIB hors pétrole)						
Recettes hors pétrole et dons	23,9	23,5	24,2	25,1	25,1	25,1	25,4
Dépenses courantes	35,8	34,2	28,6	30,0	26,9	25,2	23,9

Sources: Autorités gabonaises et estimations et projections des services du FMI.

¹ Voir l'analyse de viabilité de la dette à l'appendice I.

4. **En dépit de quelques risques, les perspectives à court terme sont favorables.** La demande extérieure devrait stimuler l'activité dans les mines, l'exploitation forestière et la transformation du bois — secteurs qui demeurent compétitifs malgré le fléchissement du dollar EU vis-à-vis de l'euro, auquel le franc CFA est rattaché. Néanmoins, la croissance du PIB réel non pétrolier probablement diminuera en 2008, en raison du resserrement du budget et d'un certain tassement de la croissance exceptionnellement élevée attendue en 2007.² La production pétrolière augmentera légèrement avec l'entrée en production de petits gisements. Si l'ajustement budgétaire demeure en bonne voie, l'inflation devrait retomber à 3 %, niveau qui représente le critère de convergence de la CEMAC. Le niveau élevé des prix du pétrole et la demande internationale soutenue de grumes et de manganèse devrait soutenir la balance des paiements. Les principaux risques pour ces perspectives sont une chute des prix du pétrole ou une dépréciation supplémentaire du dollar EU —qui toutes deux feraient baisser les recettes pétrolières et l'épargne publique —un ralentissement de l'économie mondiale qui réduirait la demande pour les exportations non pétrolières du Gabon, et un relâchement de la maîtrise des dépenses, notamment une augmentation de la subvention sur le carburant que causerait tout retard supplémentaire dans l'ajustement des prix. L'évolution des prix alimentaires mondiaux pourrait accélérer l'inflation.

B. Ajustement budgétaire et budget 2008

5. **L'objectif budgétaire hors pétrole pour 2007 est à portée.** La vigueur des recettes provenant des impôts directs et des douanes, des licences de téléphonie mobile et de la perception des arriérés d'impôts sur les activités forestières devrait raffermir les recettes non pétrolières. Cela devrait compenser la hausse des dépenses, en particulier celles liées aux subventions sur les

produits pétroliers, si les autres dépenses sont maîtrisées. Le niveau élevé des recettes pétrolières produira un fort excédent global du budget; mais l'épargne budgétaire sera probablement inférieure à l'objectif, en raison de paiements élevés au titre des obligations intérieures.

	Evolution de la situation budgétaire en 2007-08					
	Septembre 2007		Fin 2007		2008	
	Program	Effectif pré.	Progr.	Proj.	EBS07/42	Proj.
	(en pourcentage du PIB hors pétrole)					
Total recettes et dons	42,8	43,4	58,8	62,2	58,6	61,8
Recettes pétrolières	25,3	24,6	34,6	37,0	34,9	36,7
Recettes non pétrolières	17,5	18,9	24,2	25,1	23,7	25,1
Total dépenses	29,7	31,2	39,7	40,8	36,9	38,4
Dépenses courantes	21,4	22,2	28,6	30,0	26,4	26,9
Dépenses en capital et prêts nets	6,5	7,0	8,8	8,5	8,4	9,4
FER et autres fonds spéciaux	1,8	1,9	2,3	2,3	2,1	2,1
Solde global (base ordonnancements)	13,1	12,2	19,1	21,3	21,7	23,5
Variation des arriérés	-0,6	-0,6	-0,8	-1,0	-0,9	-0,9
Solde global (base caisse)	12,5	11,7	18,3	20,4	20,8	22,6
Solde primaire hors pétrole	-9,1	-9,0	-11,6	-11,5	-10,0	-10,0
<i>en milliards francs CFA</i>	-246,5	-243,5	-314,1	-311,4	-293,8	-292,6

Sources : Autorités gabonaises et estimations des services du FMI.

² Les projections ne tiennent pas compte du grand projet de mine de fer de Belinga. Il sera pris en considération lors des consultations de 2008 au titre de l'article IV.

6. **Le projet de loi de finances pour 2008 traduit la détermination des autorités à orienter progressivement le budget vers la viabilité à long terme.** Conformément au programme, le projet de loi de finances table sur un déficit primaire hors pétrole (DHP) de 10 % du PIB hors pétrole, ce qui constituerait un pas vers un DHP soutenable (estimé à 6 % du PIB hors pétrole). L'excédent budgétaire devrait atteindre 11,5 % du PIB, selon les projections, compte tenu du niveau élevé des recettes pétrolières. Les recettes non pétrolières se maintiendraient à 25,1 % du PIB hors pétrole, soit un niveau beaucoup plus élevé que dans le programme initial, grâce au renforcement de l'administration fiscale et aux recettes supplémentaires provenant des licences de téléphonie et de l'apurement des arriérés d'impôt (0,7 % du PIB hors pétrole). La dépense primaire reste constante en valeur réelle mais diminue en proportion du PIB. La masse salariale permet des promotions et des embauches limitées dans les secteurs sociaux, mais pas d'augmentation générale de salaires, tandis que le budget d'investissement a été augmenté pour tenir compte des projets d'infrastructure financés sur ressources extérieures. Les subventions aux prix des carburants diminueront légèrement à 1,8 % du PIB hors pétrole en 2008 — un niveau beaucoup plus bas que les 4,2 % de 2006 — avec l'ajustement des prix d'ici mars 2008 et l'application de la formule d'ajustement automatique par la suite (encadré 1). En outre, les services du FMI ont vivement encouragé les autorités à évaluer précisément les coûts, les modalités de financement et l'incidence budgétaire du nouveau régime de garantie sociale et d'assurance maladie universelle avant de le rendre opérationnel.

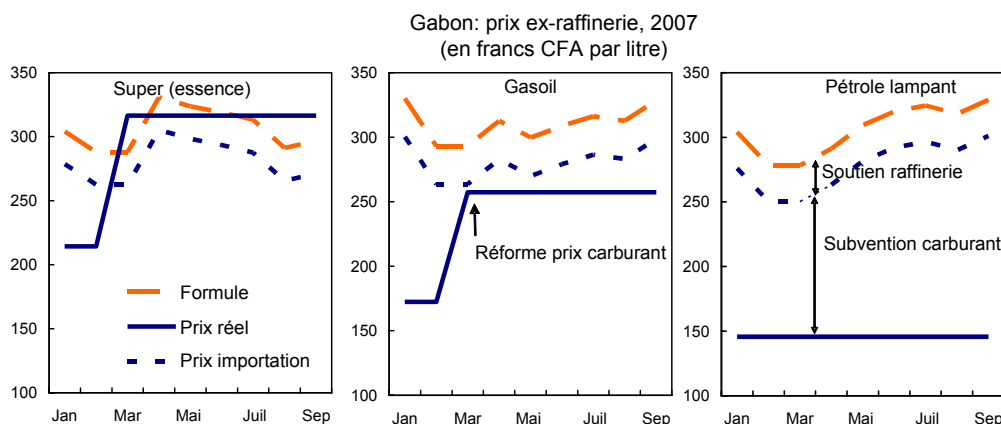
Encadré 1: Ajustements des prix des carburants

En mars 2007 les hausses des prix au détail du gasoil et de l'essence ont atteint en moyenne 26 %, réduisant l'écart entre les prix intérieurs et les prix du marché mondial. Le gouvernement a atténué l'impact de ces hausses sur les populations pauvres en mettant en place des mesures ciblées recommandées par une mission du FMI qui avait entrepris une analyse d'impact sur la pauvreté et le social.

La formule de tarification répercute les variations mensuelles des prix internationaux sur les prix intérieurs à la pompe. Cependant, en cas de baisse des prix internationaux les prix à la pompe ne doivent baisser qu'une fois neutralisées les subventions. En mai dernier les autorités ont aussi séparé dans la formule le soutien à la production de la raffinerie de la subvention aux prix des carburants. Elles envisagent de retirer le soutien à la production de la formule et de le remplacer par une subvention budgétaire explicite.

Prix au détail des carburants dans certains pays africains, septembre 2007
(en francs CFA par litre)

Pays	Super	Gasoil	P. lampant
Cameroun	584	535	365
Congo	495	345	270
Côte d'Ivoire	615	545	470
Gabon	595	470	245
Sénégal	694	606	540



7. **Les services du FMI ont encouragé les autorités à établir des directives strictes pour tout nouvel emprunt.** Les autorités ont fait valoir que le renforcement des infrastructures est essentiel pour améliorer les perspectives de croissance, mais elles ont admis qu'elles devraient porter davantage d'attention à la viabilité de la dette avant de contracter de nouveaux emprunts. Elles ont aussi admis que les projets financés sur ressources extérieures doivent être alignés sur les priorités de leur stratégie de réduction de la pauvreté, conformes aux objectifs budgétaires généraux et intégrés dans les budgets annuels.

C. Renforcement de la gestion des finances publiques

8. **Les autorités sont déterminées à aller de l'avant avec les réformes de GFP.** Afin d'améliorer la transparence et l'effectivité de l'action des pouvoirs publics, leurs priorités sont d'améliorer la préparation et l'exécution du budget, de renforcer l'administration des recettes, et de relever la qualité et l'efficience de la dépense publique³. Des travaux ont été engagés pour mettre en place un cadre de dépenses à moyen terme sectoriel axé sur les priorités du DSCR. Les autorités ont constaté que les procédures budgétaires se sont améliorées, bien qu'elles admettent qu'il faudra davantage de temps pour atteindre les objectifs de la réforme. Les services du FMI ont souligné qu'un travail rapproché de contrôle et de suivi est essentiel pour améliorer la crédibilité des réformes.

9. **En ce qui concerne la transparence des recettes pétrolières, les entretiens ont principalement visé à expliquer les différences entre les données de 2005 communiquées aux services du FMI et celles du rapport ITIE.** Les autorités ont cité quatre facteurs qui expliquent pourquoi les chiffres des recettes pétrolières fournis aux services du FMI étaient inférieurs de 2,9 % du PIB hors pétrole à ceux communiqués à l'ITIE: i) les chiffres de l'ITIE en dollars EU ont été convertis en francs CFA aux taux de change moyens sur la période, tandis que les recettes pétrolières publiques représentent les montants effectifs du Trésor en francs CFA, déduction faite de commissions bancaires élevées; ii) les chèques reçus des compagnies pétrolières fin 2005 mais encaissés en 2006 n'ont pas été comptabilisés dans les recettes publiques; iii) certaines compagnies pétrolières ont pour obligation contractuelle d'investir une part des recettes dans des projets non couverts par le budget; et iv) la valeur du pétrole de l'État transféré gratuitement à la raffinerie. Inversement, le rapport de l'ITIE ne couvre pas la production de certaines petites compagnies. Afin de réduire les écarts, les autorités ont entrepris de réduire les commissions bancaires; d'encaisser les chèques plus rapidement; et de faire coïncider la couverture des deux ensembles de données. Certaines des discordances devraient être résolues dans le rapport de l'ITIE pour 2006, qui sera prochainement publié.

D. Autres réformes propices à la croissance

10. **Les services du FMI ont engagé les autorités à lever le contrôle temporaire des prix adoptés en septembre,** faisant valoir les distorsions économiques qu'il entraîne et la nécessité d'ouvrir à la concurrence des secteurs où domine une entreprise unique. Les autorités ont expliqué que la mesure avait été prise afin de leur donner le temps d'évaluer les causes des récentes hausses des prix, mais que le contrôle des prix serait levé avant la fin de l'année.

11. **La résolution des problèmes postérieurs à la privatisation de Gabon Telecom et de la SEEG est un motif de satisfaction mais elle a été coûteuse.** Les contestations judiciaires soulevées par la privatisation de Gabon Telecom ont été déboutées, et le nouveau repreneur a entrepris de restructurer la société. Cependant, l'audit des comptes de 2006 ayant réduit sa

³ Tableau 5 et lettre d'intention (par. 14–18).

valeur, le gouvernement examine les moyens d'indemniser le repreneur. Les services du FMI engagent les autorités à rendre public l'audit et à porter au budget les éventuels concours de l'État. Afin de soulager les difficultés financières de la SEEG, le gouvernement a accordé une hausse de 15 % des tarifs de l'électricité sur 18 mois et un abattement de droits de douane d'un montant total de 11,6 milliards de francs CFA. Les services du FMI déplorent que l'on ait accordé un allègement fiscal plutôt qu'une subvention directe⁴. Une commission doit recommander avant la fin de l'année des révisions à la convention de concession vieille de 10 ans concernant la fixation des tarifs et le financement des investissements.

E. Questions relatives au programme

12. Dans la lettre d'intention jointe au présent rapport, les autorités sollicitent des dérogations au non respect du critère de réalisation permanent portant sur l'application de la formule d'ajustement automatique des prix des carburants et du plafond du crédit bancaire net à l'État à fin septembre 2007. La lettre définit aussi des critères de réalisation quantitatifs et des objectifs indicatifs pour 2008, et actualise les critères de réalisation et repères structurels pour la deuxième revue. Le critère de réalisation concernant l'ajustement des prix des carburants a été modifié pour s'appliquer en permanence à partir du 1^{er} avril 2008. Un nouveau critère de réalisation pour fin mars stipule que les prix des carburants ex-raffinerie doivent intégrer les fortes variations des prix à l'importation enregistrées depuis fin septembre. Deux repères ont été ajoutés pour avril 2008. Ils portent sur l'achèvement de l'audit de la raffinerie de pétrole et la préparation d'un plan d'action pour le nouveau régime de garantie sociale et d'assurance maladie et d'une estimation de ses coûts.

III. ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

13. **La mise en œuvre du programme à moyen terme appuyé par l'accord de confirmation est satisfaisante.** La croissance hors pétrole est plus élevée que prévu, l'inflation est en recul et la balance des paiements continue de dégager de forts excédents. Les perspectives macroéconomiques à court terme sont également favorables.

14. **Il est essentiel de renforcer la discipline budgétaire pour maintenir la stabilité de l'économie,** malgré le dynamisme des recettes non pétrolières. En particulier, pour atteindre les objectifs budgétaires de 2007 il faudra maîtriser davantage les dépenses courantes non sociales, notamment les subventions aux prix des carburants. Les services du FMI regrettent que n'ait pas été observé le critère de réalisation permanent portant sur l'application du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants, mais ils saluent la mise en œuvre de mesures correctives pour préserver les objectifs budgétaires de 2007 et 2008, et le rétablissement de ce critère de réalisation à partir de mars 2008.

⁴ Les finances de la SEEG se sont fortement détériorées au début de 2007 à cause du recours croissant à une énergie coûteuse d'origine thermique.

15. **Pour préparer l'économie à l'ère post-pétrole les autorités doivent continuer d'axer leurs efforts sur l'ajustement budgétaire.** La baisse régulière de la production pétrolière exige de poursuivre l'ajustement budgétaire afin de ramener le déficit budgétaire primaire hors pétrole à un niveau soutenable à long terme. Il est crucial de remettre en place la formule d'ajustement automatique des prix des carburants pour maîtriser les subventions aux prix des carburants et créer l'espace budgétaire nécessaire aux dépenses dans les secteurs sociaux et l'infrastructure et, partant, relever les niveaux de vie. Les services du FMI engagent par ailleurs les autorités à accélérer la préparation de cadres de dépenses à moyen terme sectoriels conformes à leurs objectifs budgétaires et aux priorités de leur DSCRP.

16. **Le projet de loi de finances pour 2008 est conforme au programme à moyen terme.** Il est conçu pour réduire davantage le DPHP, contenir les subventions et accroître les montants alloués à l'investissement. Cependant il est nécessaire de redoubler les efforts dans la gestion des finances publiques, par exemple en rendant la mobilisation des recettes pétrolières plus transparente et en améliorant la qualité des investissements et des dépenses sociales. Les services du FMI s'associent à l'établissement d'un bon régime d'assurance-maladie, mais encouragent vivement les autorités à évaluer d'abord ses coûts et ses modalités de financement afin d'éviter qu'il ne pèse lourdement sur le budget.

17. **De vastes réformes doivent être entreprises pour diversifier l'économie et la rendre plus compétitive.** Il est notamment vital de renforcer la gouvernance et d'accroître la transparence afin d'améliorer le climat des affaires. Les services du FMI se réjouissent de ce que l'on ait trouvé une solution aux problèmes qui touchaient deux grandes entreprises privatisées mais ils regrettent que des allègements fiscaux aient été accordés et que des charges supplémentaires sont supportées par le budget. Ils engagent par ailleurs les autorités à rendre public sans tarder le rapport d'audit sur la situation financière de l'une des entreprises.

18. **Les autorités devraient rapidement lever le récent blocage des prix.** Le renforcement de la concurrence aurait un impact plus favorable sur les prix et sur l'économie en général.

19. **Les services du FMI se réjouissent de l'amélioration du profil de la dette qui devrait découler du rachat de la dette du Club de Paris.** Ils recommandent aux autorités de renforcer leur politique d'emprunt et leur gestion de la dette, notamment en accompagnant la présentation du projet de loi de finances au Parlement d'une analyse de viabilité de la dette.

20. **Les services du FMI appuient la demande de dérogations présentée par les autorités pour non-observation des critères de réalisation** sur le crédit bancaire net à l'État à fin septembre et sur l'ajustement automatique des prix des carburants. Ils recommandent l'achèvement de la première revue de l'accord de confirmation, étant donné i) les résultats budgétaires satisfaisants jusqu'en septembre 2007, malgré l'augmentation des subventions aux prix des carburants; ii) le respect de tous les autres critères de réalisation et repères quantitatifs et structurels jusqu'à fin septembre 2007, et iii) la détermination des autorités à réduire les subventions aux carburants en relevant les prix au cours du premier trimestre 2008 afin d'atteindre l'objectif budgétaire pour 2008.

Tableau 1. Gabon: Principaux indicateurs économiques, 2005–10

	2005	2006	2007		2008		2009	2010
		Prél.	RP 07/174	Proj.	RP 07/174	Prog.	Projections	
	(pourcentage de variation annuelle, sauf indication contraire)							
PIB à prix constant	3,0	1,2	5,6	5,6	4,2	4,2	3,8	3,2
Pétrole	-0,4	-8,9	5,3	3,1	2,9	2,4	0,6	-2,9
Hors pétrole	4,3	4,9	5,7	6,4	4,7	4,7	4,8	4,9
PIB à prix courant	20,5	9,2	2,3	6,8	9,0	9,3	1,8	0,6
Déflateur du PIB	17,0	7,9	-3,1	1,1	4,6	4,9	-1,9	-2,5
Pétrole	39,7	19,2	-11,6	-1,3	6,7	8,2	-4,5	-4,2
Hors pétrole	1,0	4,8	6,1	5,4	3,5	3,0	2,6	2,2
Prix à la consommation /1								
Moyenne annuelle	1,2	-0,1	5,5	4,4	3,0	3,0	2,5	2,0
Fin de période	1,3	0,4	4,5	4,0	2,7	2,7	2,3	2,0
Secteur extérieur								
Exportations, f.à.b. (FCFA)	33,2	5,9	-2,1	3,5	9,8	10,8	-1,9	-4,6
dont: pétrole	37,9	4,5	-4,7	1,6	10,5	11,3	-3,9	-7,2
Importations, f.à.b. (FCFA)	15,1	19,0	15,1	18,7	8,5	1,8	1,9	1,8
Exportations en volume	-0,9	-9,7	5,5	3,8	3,4	3,1	1,8	-1,9
Importations en volume	4,8	12,0	16,4	18,2	14,3	5,5	7,5	3,0
Termes de l'échange (détérioration=-)	22,4	10,3	-6,1	-0,8	11,8	11,4	1,7	-1,7
Taux de change effectif nominal (dépréciation=-)	-2,9	2,6	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel (dépréciation=-)	-5,2	7,4	...	...	...	...	...	...
Finances de l'État								
Recettes totales	22,6	10,5	0,4	6,5	8,1	7,3	0,5	-0,3
Recettes pétrolières	38,2	11,7	-7,4	-0,7	9,3	7,0	-4,3	-7,0
Recettes non pétrolières	2,6	8,5	14,4	19,2	6,2	7,7	7,7	8,5
Dépenses totales	21,7	7,8	-4,0	-1,1	0,8	1,4	1,6	2,5
Courantes	20,3	4,8	-6,2	-1,4	0,0	-3,3	0,6	1,9
Capital	20,9	23,5	-0,5	-3,4	3,7	18,9	5,0	4,7
Monnaie et crédit								
Crédit à l'économie	11,6	21,3	20,5	20,8	14,0	13,5	12,0	11,1
Monnaie au sens large	26,0	17,4	14,1	12,2	8,3	10,3	9,8	9,4
Vitesse de circulation mon. sens large (PIB hors-pétrole)	3,0	2,6	2,5	2,6	2,5	2,5	2,5	2,4
	(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Épargne nationale brute	41,1	41,9	...	40,2	...	39,9	39,3	38,6
État	14,1	15,1	...	17,0	...	17,5	17,2	16,8
Secteur privé	27,0	26,8	...	23,2	...	22,5	22,0	21,8
Investissement fixe brut	21,3	23,9	...	26,4	...	23,8	24,4	25,7
État	4,2	4,8	...	4,5	...	4,7	4,9	5,1
Secteur privé	17,1	19,1	...	21,9	...	19,1	19,6	20,7
Administration centrale								
Solde primaire hors pétrole (% du PIB hors pétrole)	-17,5	-18,0	-11,6	-11,5	-10,0	-10,0	-8,3	-6,9
Solde global (base ordonnancements)	8,6	9,2	10,0	10,9	11,4	11,7	11,3	10,7
Solde global (base caisse)	7,8	8,6	9,7	10,4	11,0	11,4	11,0	10,8
Financement bancaire intérieur	-2,4	-1,9	-3,3	-3,0	-5,4	-6,3	-5,8	-7,2
Financement extérieur net	-2,0	-3,4	-3,9	-3,7	-3,9	-3,2	-3,9	-2,7
Écart de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des transactions courantes (transferts officiels compris)	19,9	18,0	16,9	13,3	16,7	16,1	14,8	12,9
Dette publique extérieure (y compris envers le FMI)	39,1	32,5	27,6	26,5	21,3	20,9	16,8	14,5
Dette publique brute totale	57,1	44,1	36,7	35,1	27,5	26,6	20,6	17,5
PIB nominal (milliards FCFA)	4.571	4.992	5.106	5.333	5.565	5.828	5.934	5.968
PIB nominal hors pétrole (milliards FCFA)	2.204	2.421	2.713	2.717	2.938	2.931	3.152	3.380

Sources: autorités gabonaises, et estimations et projections des services du FMI.

¹ À partir du nouvel indice harmonisé des prix à la consommation avec les pondérations tirées de l'enquête de 2005 sur les dépenses des ménages. Les données historiques diffèrent de celles présentées dans le document du programme initial (Rapport sur le pays 07/174).

Tableau 2. Gabon: Critères de réalisation quantitatifs dans le cadre de l'accord de confirmation, 2007-2010
(En milliards de francs CFA; données de fin de période; flux cumulés à partir du 1er Janvier) ¹

	2006		2007		Sept. Prog.	Adj.	Réal.	Déc. Prog.
	Déc. Prél.	2006	2007	2007				
Critères de réalisation								
Plancher solde primaire des opérations financières de l'État hors recettes pétrolières et coûts de restructuration (base ordon.)	-435,8	-150,4	-162,2	-121,4	-246,5	-255,9	-243,5	-314,1
Plafonds des créances nettes du système bancaire sur l'État ³	-39,6	-112,8	-56,7	-62,8	-106,0	-67,7	-23,9	-191,1
Plafonds des nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'État ⁴	164,5	140,0	140,0	64,1	155,0	155,0	81,2	165,2
Limite sur l'accumulation d'arriérés de paiements extérieurs par l'État ⁵	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Limite sur l'accumulation de nouveaux arriérés de paiements sur les engagements intérieurs de l'État	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire								
Projets financés sur ressources extérieures	63,3	21,0		32,9	30,7		40,1	42,6
Financement extérieur hors projet	14,5	0,0		0,0	0,0		0,0	0,0
Recettes pétrolières	1 012,9	463,9		418,7	685,8		667,1	938,0
Produit des privatisations	0,0	19,0		13,0	19,0		13,0	19,0
Service de la dette extérieure (à l'exclusion de celle du FMI)	324,6	172,1		165,4	273,4		269,8	327,2
Service de la dette intérieure	107,9	91,2		94,4	126,9		138,3	163,0
Coûts de restructuration des entreprises publiques	39,8	12,9		13,8	17,1		20,3	22,5
Variations des instances au Trésor	-27,8	-10,5		-4,0	-15,8		-13,0	-21,0
Variations des rappels de la solde	-20,6	-10,0		-9,3	-15,0		-17,9	-20,0
Rachat de créances de l'État par les banques commerciales.	...	0,0		14,8	0,0		8,8	0,0

Sources : autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

¹ Objectifs indicatifs pour mars 2007. Les cibles pour juin, septembre et décembre 2007 sont des critères de réalisation dans le cadre de l'accord de confirmation. On trouvera les définitions détaillées des critères de réalisation dans le protocole d'accord technique.

² Le critère de réalisation sera ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que l'exécution des dépenses sur projets d'investissement financés sur ressources extérieures sera inférieure (supérieure) au niveau programmé. L'ajustement à la baisse est limité à 25 milliards de francs CFA.

³ Le critère de réalisation sera ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que les recettes pétrolières et le produit des privatisations seront inférieurs (supérieurs) au niveau programmé. Ce critère de réalisation sera aussi ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que les paiements au titre du service de la dette extérieure (net de nouveaux financements hors projet) et intérieure, les coûts de restructuration des entreprises publiques, la réduction des rappels de la solde seront supérieurs (inférieurs) au niveau programmés.

⁴ Les ajustements à la hausse en fonction du service de la dette intérieure, des coûts de restructuration, de la réduction des instances au Trésor et de la réduction des rappels de la solde sont limités à 5 milliards de francs CFA au dessus des niveaux programmés. Enfin, le critère de réalisation sera ajusté à la hausse en fonction de toute augmentation du crédit bancaire à l'État du fait du rachat par les banques commerciales de créances de l'État déjà dans les mains des créanciers privés non bancaires.

⁵ Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle que définie au point 9 des principes directeurs pour les critères de réalisation relatifs à la dette extérieure adoptés le 24 août 2000 par le Conseil d'administration du FMI, mais également aux engagements contractés ou garantis dont la valeur n'a pas été reçue. Ce critère de réalisation sera ajusté à la hausse pour tenir compte des emprunts extérieurs contractés dans le cadre d'une éventuelle opération de rachat de dettes auprès des créanciers bilatéraux du Gabon.

⁶ La non-accumulation de nouveaux arriérés de paiements extérieurs constituera un critère de réalisation continu.

Tableau 3. Gabon— Mesures structurelles pour la première revue de l'accord de confirmation

Date de référence	Mesures	Situation actuelle	CR ou repère
	Appliquer la formule d'ajustement automatique des prix des carburants départ-raffinerie pour tenir compte de l'évolution des cours mondiaux.	Non observé	Critère de réalisation continu
	Soumettre toutes les dépenses d'investissement pour les <i>fêtes tournantes</i> en 2007 aux procédures budgétaires ordinaires.	Observé	Critère de réalisation continu
15 septembre	Renforcer la gestion des liquidités du Trésor en élaborant un plan annuel de trésorerie	Observé	Critère de réalisation
Juin 2007	Préparer une compilation de l'ensemble des dépenses fiscales.	Observé	Repère
15 septembre	Soumettre au Parlement un nouveau code des impôts qui incorpore toutes les modifications apportées ces dernières années	Observé	Repère
Juin 2007	Publier les noms de tous les responsables publics qui, à la fin avril 2007, n'avaient pas fait la déclaration de patrimoine requise.	Observé	Repère
Juin 2007	Diffuser largement les documents d'intérêt général dans le public en affichant sur le site Internet du Ministère des finances i) les lois de finances rectificatives pour 2004, 2005 et 2006, ii) les rapports de la Cour des comptes sur l'exécution du budget en 2003 et 2004, iii) les rapports sur l'audit des <i>fêtes tournantes</i> et les arriérés du Fonds d'entretien routier (FER) préparés en 2005, et iv) les rapports annuels de la CNLCEI pour 2005 et 2006.	Observé	Repère
Juin 2007	Adopter un nouvel IPC dont les pondérations reposent sur l'enquête de 2005 sur les dépenses des ménages.	Observé	Repère

Tableau 4. Gabon: Tableau des opérations financières de l'État, 2005-08

	2005	2006	2007		2008	
			RP 07/174 ¹	Proj.	RP 07/174 ¹	Proj.
	(en milliards de francs CFA)					
Total des recettes et dons	1.434,2	1.582,6	1.594,9	1.688,7	1.722,9	1.812,9
Recettes	1.432,2	1.582,6	1.589,5	1.684,7	1.717,5	1.806,9
Recettes pétrolières	907,2	1.012,9	938,0	1.005,5	1.025,6	1.075,7
Recettes Trésor	835,2	951,0	905,1	951,5	997,0	1.024,1
Transfert à la SOGARA ²	71,9	61,9	32,9	54,0	28,7	51,5
Recettes hors pétrole	525,0	569,7	651,5	679,2	691,9	731,2
Dons extérieurs	2,0	0,0	5,4	4,0	5,4	6,0
Dépenses totales (y compris prêts nets)	1.041,1	1.122,1	1.076,8	1.109,8	1.085,5	1.125,3
Dépenses courantes	789,3	827,5	776,3	816,0	776,1	789,1
Traitements et salaires	227,8	252,4	294,0	300,9	311,0	311,8
Biens et services	153,2	167,2	180,2	185,5	187,1	182,7
Transferts et subventions	279,1	291,3	196,2	214,5	183,6	199,1
<i>dont subventions aux carburants</i> ²	71,9	102,1	34,6	54,0	28,7	51,5
Intérêts sur la dette	129,2	116,6	105,8	115,1	94,4	95,5
Dette intérieure	29,3	24,5	18,8	24,8	17,4	17,8
Dette extérieure (à l'exclusion du FMI)	99,9	92,2	87,0	90,3	77,0	77,7
Dépenses en capital	193,4	238,8	237,6	230,8	246,4	274,4
Sur ressources propres	146,1	190,0	195,0	188,2	197,4	206,4
Sur ressources extérieures	47,3	48,8	42,6	42,6	49,0	68,0
Prêts nets (y compris prises de participation)	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
FER et fonds spéciaux ³	53,4	55,8	63,0	63,0	63,0	61,9
Solde primaire (base ordonnancements)	522,2	577,0	623,9	694,1	731,9	783,1
Solde global (base ordonnancements)	393,0	460,4	518,1	578,9	637,4	687,6
Solde primaire hors pétrole (base ordonn.) ⁴	-385,0	-435,8	-314,1	-311,4	-293,8	-292,6
Variation des arriérés	-37,3	-33,5	-21,0	-26,0	-25,4	-26,0
<i>dont</i> instances au Trésor	-33,7	-33,2	-21,0	-26,0	-25,4	-26,0
Solde global (base caisse)	355,7	426,9	497,1	552,9	612,1	661,6
Financement	-355,7	-426,9	-497,1	-552,9	-612,1	-661,6
Extérieur (net)	-92,4	-167,9	-197,6	-199,4	-218,2	-189,4
Intérieur (net)	-263,3	-259,0	-299,5	-353,6	-393,9	-472,2
Système bancaire net	-110,6	-97,3	-151,6	-160,2	-301,6	-369,6
<i>dont</i> Fonds pour les Générations Futures	-29,3	-35,8	-93,8	-100,6	-102,6	-107,6
Sources non bancaires	-152,7	-161,7	-148,0	-193,4	-92,2	-102,5
<i>dont</i> produit des privatisations	0,0	0,0	19,0	13,0	0,0	0,0
	(en pourcentage du PIB hors pétrole)					
Recettes non pétrolières et dons	23,9	23,5	24,2	25,1	23,7	25,1
Dépenses totales	47,2	46,3	39,7	40,8	36,9	38,4
Dépenses courantes	35,8	34,2	28,6	30,0	26,4	26,9
Traitements et salaires	10,3	10,4	10,8	11,1	10,6	10,6
Biens et services	7,0	6,9	6,6	6,8	6,4	6,2
Transferts et subventions	12,7	12,0	7,2	7,9	6,2	6,8
Subventions aux carburants	3,3	4,2	1,3	2,0	1,0	1,8
Dépenses en capital et prêts nets	9,0	9,9	8,8	8,5	8,4	9,4
Sur ressources propres	6,6	7,8	7,2	6,9	6,7	7,0
Sur ressources extérieures	2,1	2,0	1,6	1,6	1,7	2,3
FER et fonds spéciaux	2,4	2,3	2,3	2,3	2,1	2,1
Solde primaire hors pétrole ⁴	-17,5	-18,0	-11,6	-11,5	-10,0	-10,0
PIB prix du marché (milliards de francs CFA)	4.571	4.992	5.106	5.333	5.565	5.828
PIB hors-pétrole prix du marché (milliards de francs CFA)	2.204	2.421	2.713	2.717	2.938	2.931

Sources : Autorités gabonaises et estimations et projections des services du FMI.

¹ Accord de Confirmation Rapport pays 07/174² Transfert de brut à la SOGARA en compensation de la différence entre les prix parité à l'importation des carburants et les prix fixés ex-raffinerie.³ Le FER et les fonds spéciaux sont inclus dans le cadre budgétaire du programme, mais ils ne font pas partie du budget annuel.⁴ Recettes hors pétrole (dons compris) moins dépenses primaires totales.

Tableau 5 Gabon: Gestion des finances publiques – Principales avancées et mesures à prendre	
Progrès fin septembre 2007	Mesures pour 4ème trim. 2007 et pour 2008
Préparation et exécution du budget	
Renforcer la coordination entre ministère des finances (Mdf), ministère de la planification (MdP) et ministères dépeniers	Travail conjoint entre MdF et MdP pour définir des enveloppes cohérentes des budgets de fonctionnement et d'investissement pour 2008. Discussions sur plans d'action préliminaires de la part des ministères de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et des travaux publics sur lesquelles se sont basées les demandes de crédits pour 2008.
Élaborer un cadre de dépenses à moyen terme	Formation sur le modèle de CDMT préparée avec le concours de la Banque mondiale et préparation de CDMT pour la santé, l'éducation, l'agriculture et les travaux publics à partir des plans d'action préliminaires.
Classification fonctionnelle des dépenses	Presque achevé
Préparer des rapports mensuels d'exécution budgétaire	Pas de progrès
Plan de gestion de trésorerie	Achévé
Accroître la qualité et l'efficacité des dépenses publiques	
Accroître la part des marchés publics octroyés sur appel à la concurrence	À la fin juin, 69% des contrats publics avaient été adjudgés à l'issue d'un appel d'offres
Rendre publics les appels d'offres et les adjudications des marchés publics	Appels d'offres régulièrement publiés sur le site Internet des services des marchés du Mdf. Certains retards dans la publication d'informations sur les adjudications de contrats.
Traitement des dépenses pour les fêtes <i>tournantes</i>	Contrats pour les fêtes tournantes soumis aux procédures budgétaires
Renforcer l'administration des recettes, notamment les recettes pétrolières	
Renforcer la transparence des recettes pétrolières	- Rapport ITIE 2005 publié - Contrats pour l'élaboration d'un modèle de recettes gisement par gisement à partir de paramètres contractuels adjudgés à un consultant international.
Évaluer et déclarer les dépenses fiscales	Estimations complètes préparées et incluses dans la documentation du budget de 2008
Code des impôts	Déposé au parlement
	Aucune

Tableau 6. Gabon: Balance des paiements, 2005-2010

	2005 Prel.	2006 Est.	2007	2008	2009	2010
			Projections			
(en milliards de francs CFA)						
Solde des transactions courantes (y compris transferts)	908,6	900,1	707,2	936,8	879,8	769,0
Exportations, f.à.b.	2979,3	3154,4	3263,9	3617,2	3548,8	3387,0
Secteur pétrolier	2479,5	2592,0	2634,2	2932,8	2818,5	2615,0
Autres secteurs	499,9	562,3	629,7	684,4	730,3	772,0
Importations, f.à.b.	-747,6	-889,6	-1056,4	-1075,1	-1095,4	-1115,2
Secteur pétrolier	-209,0	-219,4	-222,0	-220,9	-218,9	-216,1
Autres secteurs	-538,6	-670,2	-834,4	-854,2	-876,5	-899,1
Balance commerciale	2231,8	2264,7	2207,5	2542,1	2453,4	2271,8
Services (nets)	-1246,2	-1278,4	-1412,3	-1510,7	-1475,4	-1404,0
<i>dont :</i>						
Intérêts sur la dette publique (nets)	-77,2	-91,7	-91,4	-54,5	-30,3	3,2
Bénéfices (nets)	-671,9	-593,1	-627,4	-818,3	-798,6	-753,1
Transferts courants (nets)	-77	-86	-88	-95	-98	-99
Publics	2	0	4	6	4	4
Privés	-79	-86	-92	-101	-102	-103
Compte de capital	-809	-710	-459	-518	-485	-285
Transferts en capital (nets)	4	4	0	0	0	0
Capitaux à moyen et à long terme	-343	-290	-188	2	-47	24
Secteur public	-121	-170	-204	-189	-233	-160
Tirages (bruts)	47	63	43	68	55	58
Amortissement (brut)	-168	-233	-247	-257	-288	-218
Invest. direct et invest. de portefeuille (nets)	-151	-8	41	206	199	193
Autres apports de capitaux (nets)	-72	-111	-25	-15	-12	-9
Secteur pétrolier	-22	-36	-37	-27	-26	-24
Secteur non pétrolier	9	10	12	13	13	14
Capitaux à court terme	-469	-424	-271	-520	-438	-310
Secteur pétrolier	141	10	12	-31	-14	15
Secteur non pétrolier	-462	-260	-283	-488	-423	-325
Erreurs et omissions	-148	-173	0	0	0	0
Solde global	100	191	248	419	395	484
Financement	-100	-191	-248	-419	-395	-484
Banque centrale, avoirs ext. nets (- = augmentation)	-172	-191	-248	-419	-395	-484
Engagements envers le FMI (- = augmentation)	13	7	16	11	0	-6
Achats (brut)	0	0	0	0	0	0
Rachats (brut)	13	7	16	11	0	-6
Autres avoirs nets (- = augmentation)	-186	-198	-264	-431	-395	-477
Rééchelonnement de la dette	73	0	0	0	0	0
Remises de dettes (et autres)	0	0	0	0	0	0
Arriérés nets (- = réduction)	0	0	0	0	0	0
Autres financements exceptionnels	0	0	0	0	0	0
Écart de financement	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire :	(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)					
Solde trans. courantes (transf. officiels compris)	19,9	18,0	13,3	16,1	14,8	12,9
Secteur pétrolier	34,2	34,9	33,1	31,9	30,0	27,4
Secteur non pétrolier	-14,3	-16,9	-19,9	-15,8	-15,1	-14,5
Solde trans. Courantes (transf. officiels exclus)	19,8	18,0	13,2	16,0	14,8	12,8
Compte de capital	-17,7	-14,2	-8,6	-8,9	-8,2	-4,8
Solde global	2,2	3,8	4,6	7,2	6,7	8,1
Réserves officielles brutes (milliards de FCFA)	375	559	823	1.254	1.649	2.126
En mois d'import. biens et serv. non facteurs,	3,4	4,2	5,2	8,1	10,4	13,2
Cours mondial du pétrole (dollars EU/baril)	53,4	64,3	68,5	75,0	72,3	70,5
Prix intérieur du pétrole (dollars EU/baril)	50,5	60,3	64,5	71,0	68,3	66,5
Production de pétrole (millions de tonnes)	13,3	11,9	12,2	12,5	12,5	12,0
PIB (milliards FCFA)	4.571	4.992	5.333	5.828	5.934	5.968
Taux de change francs CFA pour 1 \$ (moyenne)	526,6	522,4	...	...	...	...

Sources : autorités gabonaises, et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 7. Gabon: Situation monétaire, 2004-09

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
					Proj.	
(en milliards de francs CFA)						
Avoirs extérieurs nets	291,4	541,9	715,4	1.003,4	1.470,5	1.870,8
Banque centrale	165,2	334,0	527,9	808,5	1.251,1	1.646,1
Avoirs	216,2	375,4	558,6	822,9	1.253,7	1.648,7
Engagements	-51,1	-41,4	-30,7	-14,4	-2,6	-2,6
Banques créatrices de monnaie	126,2	208,0	187,5	194,9	219,4	224,7
Avoirs	193,7	265,3	246,7	263,6	288,0	293,3
Engagements	-67,5	-57,3	-59,2	-68,6	-68,6	-68,6
Avoirs intérieurs nets	369,3	290,6	262,4	93,8	-260,5	-542,5
Crédit intérieur net	498,6	434,2	416,1	357,2	66,4	-191,1
Créances nettes sur le secteur public	124,1	16,4	-90,6	-254,7	-628,0	-968,6
Créances nettes sur l'adm. centrale	151,5	57,8	-39,6	-199,8	-569,4	-910,7
Banque centrale	94,3	29,4	-86,2	-230,4	-563,1	-870,3
Créances	197,2	174,1	89,9	60,7	39,1	31,3
<i>dont</i>						
Avances statutaires	148,1	135,4	60,9	48,7	39,0	31,2
Recours au x crédits du FMI	40,5	38,9	28,4	12,0	0,2	0,2
Dépôts	102,8	144,6	176,1	291,1	602,2	901,6
Banques créatrices de monnaie	57,2	28,3	46,7	30,6	-6,3	-40,5
CCP	6,6	4,0	6,5	6,5	8,5	10,5
Créances nettes sur les org. publics	-34,1	-45,4	-57,5	-61,5	-67,2	-68,4
Crédits à l'Économie	374,5	417,9	506,7	611,9	694,4	777,5
Autres postes nets	-129,3	-143,6	-153,7	-263,4	-326,9	-351,4
Monnaie au sens large	660,6	832,6	977,8	1.097,2	1.210,0	1.328,2
Monnaie fiduciaire hors BCM	138,7	190,2	219,1	245,8	271,1	297,6
Dépôts à vue	250,5	330,3	398,9	447,7	493,7	541,9
Dépôts à terme	271,5	312,1	359,8	403,8	445,3	488,8
(Variation en % de monnaie au sens large en début de période)						
Avoirs extérieurs nets	35,5	37,9	20,8	29,5	42,6	33,1
Avoirs intérieurs nets	-23,8	-11,9	-3,4	-17,2	-32,3	-23,3
Crédit intérieur net	-21,0	-9,7	-2,2	-6,0	-26,5	-21,3
Créances nettes sur l'adm. centrale	-13,6	-14,2	-11,7	-16,4	-33,7	-28,2
Crédits à l'économie	-6,5	6,6	10,7	10,8	7,5	6,9
Monnaie au sens large	11,6	26,0	17,4	12,2	10,3	9,8
(% de variation annuelle, sauf indication contraire)						
Crédits à l'économie	-9,3	11,6	21,3	20,8	13,5	12,0
Monnaie au sens large	11,6	26,0	17,4	12,2	10,3	9,8
<i>dont</i> : monnaie fiduciaire hors BCM	11,7	37,1	15,2	12,2	10,3	9,8
Pour mémoire						
Vitesse						
PIB hors pétrole	3,4	3,0	2,6	2,6	2,5	2,5
PIB total	5,7	5,5	5,1	4,9	4,8	4,5
Croissance PIB hors pétrole	2,8	5,4	9,9	12,2	7,9	7,5
Croissance PIB total	7,8	20,5	9,2	6,8	9,3	1,8
Crédits à l'économie/PIB hors pétrole	17,9	19,0	20,9	22,5	23,7	24,7

Sources: BEAC et estimations et projections des services du FMI

Tableau 8. Gabon : Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2001–07
(Ratios en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ¹
<i>Fonds propres</i>							
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés risqués ^{2,3}	17,2	17,2	19,9	22,3	19,8	17,8	17,2
Fonds propres de niveau 1 (Tier 1) actifs pondérés risqués ³	16,5	16,5	19,0	21,1	19,0	17,2	16,8
Fonds propres/total des actifs ⁴	12,3	12,4	13,1	13,2	11,1	10,2	10,6
<i>Qualité des actifs</i>							
Créances improductives (brutes)/total des prêts (bruts)	9,7	12,8	15,5	18,0	16,0	12,2	7,7
Cr. improductives (nettes provisions)/fonds propres régl. ²	29,1	38,3	32,2	30,3	26,3	22,4	13,6
Provisions pour pertes sur prêts/créances improductives	36,6	41,7	53,9	53,6	55,5	57,4	62,3
<i>Revenu et rentabilité</i>							
Rendement des actifs ⁵	...	2,8	2,7	1,5	2,7	2,5	...
Rendement du capital ⁶	...	23,0	21,1	11,1	22,1	23,3	...
Ratio prêts nets/total des dépôts ⁷	93,4	103,1	91,0	69,2	56,7	57,8	70,1

Source: Estimations des services du FMI à partir des données de la COBAC et définitions des ISF tirées du Guide pour l'établissement des indicateurs de solidité financière.

¹ Fin juin 2007.

² Les bénéfices de l'année courante sont exclus de la définition des fonds propres réglementaires, conformément aux directives de l'accord de Bâle I sur les fonds propres. Les provisions générales sont incluses dans les fonds propres de niveau 2 jusqu'à concurrence d'un montant égal à 1,25 % des actifs pondérés selon les risques. Les fonds propres réglementaires sont égaux à la somme des fonds propres de niveau 1 et du minimum des fonds propres de niveau 1 et de niveau 2.

³ Les actifs pondérés en fonction du risque sont estimés à l'aide des coefficients de risque suivants: 0 % - réserves de numéraire en monnaie nationale ou étrangère et créances sur les banque centrales et l'État; 20% - créances sur les banques correspondantes en devises; 100 % - tous les autres actifs.

⁴ Les bénéfices de l'année courante sont exclus de la définition des fonds propres (c'est-à-dire des fonds des actionnaires).

⁵ Le ratio bénéfices (déduction faite des impôts) / moyenne du total des actifs en début et en fin de période.

⁶ Le ratio bénéfices (déduction faite des impôts) / moyenne des fonds des actionnaires en début et en fin de période (à l'exclusion des bénéfices de l'année courante).

⁷ Y compris les dépôts de l'État.

Tableau 9. Gabon : Capacité de rembourser le FMI, 2006-12¹

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
(Millions de DTS, sauf indication contraire)							
Obligations au titre des tirages existants							
Principal (rachats)	9,8	22,2	15,6	--	--	--	--
Commissions	2,6	1,9	1,1	0,5	0,5	0,5	0,5
Encours des crédits	37,8	15,6	--	--	--	--	--
(en % de la quote-part)	24,5	10,1	--	--	--	--	--
Obligations au titre des tirages potentiels							
Principal (rachats)	--	--	--	--	8,8	22,0	28,1
Commissions	--	0,2	0,9	2,2	3,7	3,3	2,0
Encours des crédits	--	11,0	32,0	64,0	68,3	46,3	18,2
(en % de la quote-part)	--	7,1	20,7	41,5	44,3	30,0	11,8
Obligations cumulées (existantes et potentielles)							
Principal (rachats)	9,8	22,2	15,6	--	8,8	22,0	28,1
Commissions	2,6	2,1	1,9	2,8	4,2	3,8	2,5
Encours des crédits	37,8	26,6	32,0	64,0	68,3	46,3	18,2
En pourcentage de la quote-part	24,5	17,3	20,7	41,5	44,3	30,0	11,8
En pourcentage du PIB	0,6	0,4	0,4	0,8	0,8	0,6	0,2
En pourcentage des exportations de biens et de services	0,9	0,6	0,6	1,3	1,4	0,9	0,4
En pourcentage de la dette publique extérieure	1,7	1,4	1,9	4,7	5,8	4,7	2,1
En pourcentage du service de la dette publique extérieure	8,5	5,5	6,8	13,5	19,3	12,6	5,5
En pourcentage des réserves ext. brutes	5,1	2,4	1,9	2,8	2,3	1,3	0,4
Pour mémoire :							
Achats	--	11,0	21,0	32,0	13,2	--	--

¹ Les rachats sont basés sur le calendrier nominal.

Sources : FMI, Département des finances publiques; autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 10. Gabon : Indicateurs de vulnérabilité extérieure, 2001-06

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations (variation en % sur 12 mois, en dollars EU)	-21,4	-2,0	24,2	33,1	33,5	6,7
Importations (variation en % sur 12 mois, en dollars EU)	6,0	10,6	11,3	17,8	15,4	19,9
Termes de l'échange (variation en % sur 12-mois)	-10,7	4,2	3,3	9,3	22,4	10,3
Solde transactions courantes, dons compris (en % du PIB)	11,0	6,9	9,5	11,2	19,9	18,0
Réserves officielles brutes (millions de dollars EU)	48	140	197	442	678	1.125
Réserves officielles brutes (en mois d'importations de biens et de services de l'année suivante) 1	0,4	1,0	1,0	1,9	2,8	3,5
Réserves brutes du système bancaire (millions de dollars EU) 1	186	252	359	838	1.158	1.622
Réserves brutes du système bancaire (en mois d'imp. de biens et de services de l'année suivante) 1	1,4	1,8	1,9	3,7	4,8	5,1
Engagements extérieurs à court terme de la banque centrale (millions de dollars EU) 1	105,6	68,4	71,1	104,4	74,9	61,9
Total de la dette contractée ou garantie par l'État (millions de dollars EU) 1	3.030	3.360	3.687	3.857	3.234	3.270
Total de la dette extérieure/exportations de biens et de services (en %)	106,7	117,6	101,1	80,0	57,8	49,3
Paiements d'intérêts extérieurs/exportations de biens et de services (en %)	13,3	6,5	5,7	3,9	2,5	2,8
Paiements d'amortissement extérieurs/exportations de biens et de services (en %)	15,6	13,7	10,6	9,4	5,9	7,3
Taux de change (pour un dollar EU, moyenne de la période)	732,4	694,6	580,1	527,6	526,6	522,4
Taux de change (pour un dollar EU, fin de la période)	718,4	644,2	533,7	489,2	553,3	496,5
Avoirs extérieurs nets des banques commerciales (millions de dollars EU)	52,8	-15,4	27,4	257,9	375,9	377,7

Sources : autorités gabonaises; estimations des services du FMI.

¹ Le Gabon est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de sa banque centrale régionale (BEAC). Les réserves brutes indiquées dans le tableau représentent la part des réserves brutes de la BEAC qui revient au Gabon.

Tableau 11. Gabon: Calendrier des achats et conditions posées en vertu de l'accord de confirmation, 2007-10¹

	Amount of Purchase	Cumul	Percent of Program	Availability Date	Conditions include
1.	Millions de DTS 5,50	5,50	7,1	Mai, 2007	Approbation par le Conseil d'administration
2.	Millions de DTS 5,50	11,00	7,1	15-déc.-2007	Conclusion de la première revue et observation des critères de réalisation à fin septembre 2007
3.	Millions de DTS 4,00	15,00	5,2	15 mars 2008	Conclusion de la deuxième revue et observation des critères de réalisation à fin décembre 2007
4.	Millions de DTS 4,00	19,00	5,2	15 juin 2008	Observation des critères de réalisation à fin mars 2008
5.	Millions de DTS 6,50	25,50	8,4	15 septembre 2008	Conclusion de la troisième revue et observation des critères de réalisation à fin juin 2008
6.	Millions de DTS 6,50	32,00	8,4	15 décembre 2008	Observation des critères de réalisation à fin septembre 2008
7.	Millions de DTS 8,00	40,00	10,4	15 mars 2009	Conclusion de la quatrième revue et observation des critères de réalisation à fin décembre 2008
8.	Millions de DTS 8,00	48,00	10,4	15 juin 2009	Observation des critères de réalisation à fin mars 2009
9.	Millions de DTS 8,00	56,00	10,4	15 septembre 2009	Conclusion de la cinquième revue et observation des critères de réalisation à fin juin 2009
10.	Millions de DTS 8,00	64,00	10,4	15 décembre 2009	Observation des critères de réalisation à fin septembre 2009
11.	Millions de DTS 13,15	77,15	17,0	15 mars 2010	Conclusion de la sixième revue et observation des critères de réalisation à fin décembre 2009

¹ L'accès total au titre de l'accord de confirmation est de 77,15 millions de DTS (50 % de la quote-part).

Appendice I. Analyse de la viabilité de la dette extérieure

1. **Les services du FMI ont analysé la viabilité à long terme de la dette extérieure du Gabon sur la base du cadre d'évaluation de la dette applicable aux pays qui ont accès au marché**, mais en le modifiant pour tenir compte du fait que le Gabon est un pays créancier net et un exportateur de pétrole dont la production décline, et qu'il entend racheter la plus grande partie de sa dette envers les créanciers du Club de Paris. Les projections du scénario de référence ont été comparées à un scénario « neutre » au moyen de l'analyse standard où toutes les variables sont supposées évoluer conformément aux moyennes historiques, et certains des tests de résistance ont été ajustés.

2. **Comme toute variation des prix du pétrole a un impact profond à la fois sur le PIB nominal et sur le compte des transactions courantes, les tests standard ont été modifiés pour distinguer entre les paramètres pétroliers et non pétroliers.** Le choc sur la croissance a été remplacé par un choc sur la croissance non pétrolière, et un choc sur les prix du pétrole a été substitué au choc sur le compte courant. Dans ce dernier scénario la variation des prix du pétrole retentit à la fois sur le PIB pétrolier et sur le compte courant¹. Pour le scénario de dépréciation, le modèle d'AVD a été modifié pour tenir compte du fait qu'une part importante — mais qui diminue régulièrement — du PIB du Gabon est libellée en devises (exportations de pétrole, de manganèse et de bois). En outre, deux scénarios de référence légèrement différents sont présentés dans cet appendice. L'un représente le statu quo, sans le rachat au Club de Paris; l'autre tient compte du rachat et de son financement, dont les détails ne sont pas encore complètement finalisés. On suppose ici que le rachat est financé par les réserves (400 millions de dollars EU), un emprunt in fine sur six ans émise sur le marché régional², et une émission obligataire internationale sur 10 ans à un taux nominal de 8,2 % remboursable in fine. Les différences entre les deux scénarios sont relativement mineures pour l'analyse de viabilité de la dette.

3. **Le scénario de référence pour 2007-30 repose sur l'hypothèse d'un prix du pétrole élevé, du bon développement de l'économie non pétrolière, et de la détermination à préserver un déficit budgétaire hors pétrole soutenable à terme.** On suppose que la croissance du PIB réel non pétrolier tombe progressivement du taux de 6,5 % projeté pour 2007 au niveau de 2 % de sa moyenne historique à long terme³, et que le PIB pétrolier diminue d'environ 4 % par an. Les prix internationaux du pétrole et les taux de change franc CFA/dollar EU correspondent aux projections des *Perspectives de l'économie mondiale* jusqu'en 2012 et sont maintenus constants en valeur réelle par la suite. La baisse de la production de pétrole a un effet défavorable sur l'excédent du compte courant, qui tombe de 13,3 % du PIB en 2007 à 9,2 % en 2030. Cependant les importations diminuent aussi en proportion du PIB du fait de l'assainissement budgétaire et de la baisse de la production et de l'investissement dans le secteur

¹ Tous les tests ont aussi été calibrés à partir d'écarts-type pour 2001–06

² Pour cette analyse de la viabilité de la dette, l'emprunt régional est évalué dans la dette extérieure, mais il sera classé comme dette intérieure dans la documentation du programme, conformément à la pratique standard des pays de la zone franc.

³ Faute d'informations, les projections n'incluent pas l'impact du projet de mine de fer de Belinga.

pétrolier. Les flux de revenus comprennent l'intérêt sur les réserves budgétaires que le Gabon a accumulées. Les réserves budgétaires sont estimées en supposant que le déficit primaire hors pétrole diminuera pour atteindre en 2011 son niveau soutenable de 6 % du PIB non pétrolier et qu'il s'y maintiendra par la suite. Ces hypothèses seront réévaluées au cours des consultations au titre de l'article IV, lorsque les services du FMI examineront l'impact d'une montée des cours du pétrole sur le déficit budgétaire hors pétrole soutenable à terme.

4. **L'analyse suppose de nouveaux emprunts extérieurs de 2 % du PIB non pétrolier par an pour soutenir l'investissement nécessaire à une meilleure croissance.** La moitié sont contractés auprès d'institutions multilatérales à 10 ans avec un différé d'amortissement de deux ans, et l'autre moitié auprès de créanciers bilatéraux à sept ans avec un différé d'amortissement de deux ans. L'intérêt perçu est le taux TICR pour l'euro. L'analyse suppose également que le Gabon ne contractera pas d'emprunts sur les marchés de capitaux internationaux après le rachat au Club de Paris.

5. **Dans le scénario de référence le ratio dette/PIB du Gabon serait viable et chuterait à environ 5 % du PIB après 2020.** Le scénario basé sur les moyennes historiques et les tests standard confirment les conclusions du scénario de référence, à l'exception, naturellement, du test concernant le choc sur le prix du pétrole (tableaux 1a et 1b et graphiques 1a et 1b). Dans le scénario de référence, le Gabon accumule un montant substantiel d'avoirs extérieurs, qui atteint 150 % du PIB en 2030. Ces réserves budgétaires à long terme permettront au Gabon de maintenir indéfiniment un déficit budgétaire de 6 % du PIB hors pétrole, même une fois épuisées ses réserves pétrolières. Dans le scénario historique, comme la production pétrolière est supposée rester stable, l'excédent du compte courant est beaucoup plus élevé et la dette extérieure chute plus vite que dans le scénario de référence, et est remboursée en totalité en 2012.

6. **À cinq ans, horizon généralement utilisé pour analyser la viabilité de la dette des pays à revenu intermédiaire, la dette extérieure du Gabon paraît soutenable dans tous les tests de résistance standard.** Le ratio dette/PIB est inférieur à 32 % dans tous les cas. Cependant, si le rachat de la dette au Club de Paris est financé par un emprunt in fine à 10 ans, les ratios d'endettement sont plus élevés à moyen terme et franchissent le seuil de 40 % en 2012 dans le test de résistance lié au prix du pétrole.

7. **À long terme, dans tous les tests de résistance standard, sauf ceux liés au prix du pétrole et à la dépréciation, la dette extérieure serait inférieure à la fourchette critique de 40–50 % du PIB, au-dessus de laquelle intervient une forte probabilité de crise.** Le ratio dette/PIB résiste bien aux chocs sur la croissance non pétrolière et sur les taux d'intérêt. Dans l'hypothèse de politiques inchangées, les tests relatifs au prix du pétrole, aux chocs combinés et à la dépréciation le ratio dette extérieure/PIB s'engage sur un sentier explosif. Ceci s'explique en partie par l'hypothèse standard que le Gabon continuerait à accumuler des réserves au même rythme que dans le scénario de référence en cas de grave choc extérieur défavorable. Étant donné la très forte accumulation de réserves dans le scénario de référence, cette hypothèse est trop

stricte; toute réduction de l'excédent du compte courant entraînera vraisemblablement une moindre accumulation d'avoirs extérieurs⁴.

8. **L'impact du rachat au Club de Paris sur la viabilité à long terme de la dette est marginal.** Avec un emprunt in fine à 10 ans, le ratio dette/PIB reste supérieur la plupart du temps à celui du scénario sans rachat au Club de Paris. Cependant, dans l'hypothèse d'un rachat l'accumulation d'avoirs extérieurs serait plus importante, avec un résultat positif pour l'endettement net. Le ratio dette/PIB est viable, et ne dépasse jamais le seuil de 20 % après 2008 dans les tests de résistance liés au taux d'intérêt et à la croissance hors pétrole. Enfin le rachat de la dette n'apporte aucun avantage majeur en cas de choc sur le prix du pétrole ou de choc combiné ou de dépréciation importante.

⁴ Dans les tests paramétrés l'évolution de la dette extérieure en proportion du PIB est égale à la somme des variations du service de la dette moins le solde des transactions courantes net des paiements du service de la dette, de l'investissement direct étranger et de l'investissement de portefeuille nets, et de l'accumulation d'avoirs extérieurs par les résidents. La valeur en dollars EU de l'accumulation d'avoirs extérieurs par les résidents pour chacune des années de l'intervalle de prévision est maintenue identique à celle du scénario de référence. Au Gabon ce résiduel est de taille, du fait de l'épargne publique des recettes pétrolières.

Tableau 1a. Gabon: Cadre de viabilité de la dette extérieure, 2002-2030, sans rachat au Club de Paris
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif										Projections					Cpte courant hors intérêts stabilisateur de dette ^e
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2015	2020	2025	2030			
1 Scénario de référence : dette extérieure	63,0	55,9	49,8	39,1	32,5	26,5	20,9	16,8	14,5	7,5	5,0	4,7	5,4	-2,2		
2 Variation de la dette extérieure	0,0	-7,1	-6,2	-10,6	-6,6	-6,0	-5,6	-4,1	-2,3	-0,5	-0,2	0,0	0,2			
3 Flux générateurs de dette extérieure identifiés (4+8+9)	-11,0	-25,5	-24,4	-25,1	-21,4	-15,6	-20,6	-19,0	-16,7	-18,3	-19,8	-16,3	-11,7			
4 Déficit du compte courant, hors paiements d'intérêts	-10,4	-13,5	-13,6	-21,6	-19,9	-15,0	-17,4	-16,0	-13,9	-15,5	-17,1	-13,9	-9,5			
5 Déficit de la balance de biens et services	-19,2	-24,3	-30,2	-38,3	-33,9	-28,8	-33,1	-30,8	-27,5	-24,6	-22,0	-14,8	-7,0			
6 Exportations	53,6	55,3	62,2	67,7	66,0	64,4	65,0	62,8	59,8	54,4	50,1	42,6	34,0			
7 Importations	34,3	31,1	32,0	29,4	32,1	35,6	32,0	31,9	32,3	29,8	28,1	27,7	27,0			
8 Flux capitaux nets non générateurs de dette (négatif)	-1,2	-4,4	-4,6	3,3	0,2	-0,8	-3,5	-3,3	-3,2	-3,1	-3,0	-2,8	-2,5			
9 Dynamique automatique de la dette ¹	0,6	-7,5	-6,3	-6,8	-1,7	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3			
10 Contribution du taux d'intérêt nominal	3,5	4,1	2,4	1,7	1,9	1,7	1,3	1,2	1,0	0,5	0,4	0,4	0,4			
11 Contribution de la croissance du PIB réel	0,2	-1,3	-0,6	-1,2	-0,4	-1,6	-1,0	-0,8	-0,5	-0,2	-0,1	0,0	-0,1			
12 Contribution de variations des prix et taux de change ²	-3,1	-10,3	-8,1	-7,3	-3,2	...	...	...	...	...	...	...	...
13 Résiduel, y compris variations avoirs extérieurs bruts (2-3) ³	11,0	18,5	18,3	14,5	14,8	9,6	15,0	14,8	14,4	17,8	19,7	16,3	11,9			
Ratio dette ext./exportations (en pourcentage)	117,6	101,1	80,0	57,8	49,3	41,1	32,1	26,7	24,2	13,8	10,0	11,0	15,9			
Besoins bruts financement ext. (milliards de dollars EU)⁴	0,0	-0,2	-0,4	-1,4	-1,3	-0,9	-1,4	-1,3	-1,2	-2,0	-2,7	-2,4	-1,7			
en pourcentage du PIB	0,5	-3,6	-5,3	-15,9	-13,2	-8,3	-11,5	-10,1	-9,5	-13,4	-15,2	-12,0	-7,7			
Scénario avec principales variables à leur moyenne historique⁵						26,5	24,9	20,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,8		
Principales hypothèses macroéconomiques à la base du scénario de référence																
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	-0,3	2,5	1,3	3,0	1,2	5,6	4,2	3,8	3,2	2,0	1,3	1,0	1,2			
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	5,2	19,6	16,9	17,2	8,8	8,7	6,8	-1,5	-1,9	1,8	1,4	0,9	1,1			
Taux d'intérêt extérieur nominal (en pourcentage)	5,8	7,9	5,1	4,2	5,3	6,1	5,6	5,7	5,9	7,0	8,0	7,9	7,6			
Croissance des exportations (dollars EU, en pourcentage)	-4,8	26,6	33,2	31,4	7,3	12,0	12,3	-1,3	-3,6	2,6	0,7	-2,0	-2,4			
Croissance des importations (dollars EU, en pourcentage)	9,0	11,0	22,1	10,7	20,5	27,2	-2,2	2,2	2,4	2,1	2,0	1,8	-0,5			
Solde des transactions courantes, hors paiements d'intérêts	10,4	13,5	13,6	21,6	19,9	15,0	17,4	16,0	13,9	15,5	17,1	13,9	9,5			
Flux capitaux nets non générateurs de dette	1,2	4,4	4,6	-3,3	-0,2	0,8	3,5	3,3	3,2	3,1	3,0	2,8	2,5			
B. Tests paramétrés																
B1. Taux d'intérêt nominal à sa moyenne historique plus 1/2 écart type						26,5	21,2	17,5	15,5	9,6	8,4	9,7	12,4	-1,8		
B2. Croissance du PIB réel hors pétrole à sa moyenne historique moins 1/2 écart type						26,5	21,2	17,2	15,0	8,7	7,2	8,3	10,5	-2,1		
B3. Cours du pétrole à leur moyenne historique moins 1/2 écart type.						26,5	29,6	31,4	28,2	50,6	81,3	116,0	159,9	2,8		
B4. Combinaison de B1-B3 en utilisant des chocs de 1/4 d'écart type						26,5	25,2	24,0	18,3	24,8	41,5	62,0	92,6	0,8		
B5. Dépréciation réelle ponctuelle de 30% en 2008						26,5	28,0	26,4	26,7	34,9	54,4	81,2	108,9	0,6		
Épargne budgétaire brute	2,9	1,4	2,7	3,2	3,5	5,5	9,9	15,6	23,2	63,8	104,3	129,8	152,1			

1/ Calculé selon la formule $[-g - \rho(1+g) + \varepsilon\alpha(1+r)]/(1+g+p+gp)$ fois le stock de la dette de la période précédente, avec $r =$ taux d'intérêt effectif nominal de la dette extérieure; $\rho =$ variation du déflateur PIB en dollars EU; $g =$ taux de croissance du PIB réel; $\varepsilon =$ appréciation nominale (augmentation de la valeur en dollars EU de la monnaie nationale), et $\alpha =$ part de la dette libellée en monnaie nationale par rapport à la dette extérieure totale.

2/ La contribution des variations de prix et du taux de change est égale à $[-\rho(1+g) + \varepsilon\alpha(1+r)]/(1+g+p+gp)$ fois le stock de la dette de la période précédente; ρ augmente lorsque la monnaie nationale s'apprécie ($\varepsilon > 0$) et l'inflation augmente (sur la base du déflateur du PIB).

3/ Aux fins des projections, la ligne inclut l'impact des variations de prix et de taux de change.

4/ Défini comme le déficit du compte courant, plus l'amortissement de la dette à moyen et à long terme, plus la dette à court terme à la fin de la période précédente.

5/ Les principales variables incluent la croissance du PIB réel, le taux d'intérêt nominal, la croissance du déflateur en dollars et le solde des transactions courantes hors intérêts et les flux non créateurs d'endettement en pourcentage du PIB.

6/ Solde constant à long terme qui stabilise le ratio d'endettement en supposant que les principales variables (croissance du PIB réel, taux d'intérêt nominal, croissance du déflateur en dollars et flux non générateurs de dette en pourcentage du PIB) restent au niveau de la dernière année de projection.

Tableau 1b. Gabon: Cadre de viabilité de la dette extérieure, 2002-2030, avec rachat au Club de Paris
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif										Projections					Cpte courant hors intérêts stabilisateurs de dette ⁶
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2015	2020	2025	2030			
1 Scénario de référence : dette extérieure	63,0	55,9	49,8	39,1	32,5	26,5	20,3	19,7	19,0	14,5	8,1	7,5	7,9	-2,3		
2 Variation de la dette extérieure	0,0	-7,1	-6,2	-10,6	-6,6	-6,1	-6,1	-0,6	-0,8	-0,3	-0,2	-0,1	0,1			
3 Flux générateurs de dette extérieure identifiés (4+8+9)	-11,0	-25,5	-24,4	-25,1	-21,4	-15,6	-20,6	-19,0	-17,0	-18,6	-20,0	-17,2	-12,8			
4 Déficit du compte courant, hors paiements d'intérêts	-10,4	-13,5	-13,6	-21,6	-19,9	-15,0	-17,3	-16,2	-14,4	-17,2	-14,7	-14,7	-10,6			
5 Déficit de la balance de biens et services	-19,2	-24,3	-30,2	-38,3	-33,9	-28,7	-33,1	-30,8	-27,4	-24,6	-22,0	-14,8	-7,0			
6 Exportations	53,6	55,3	62,2	67,7	66,0	64,3	65,1	62,8	59,8	54,4	50,2	42,6	34,0			
7 Importations	34,3	31,1	32,0	29,4	32,1	35,6	32,0	32,0	32,3	29,8	28,2	27,8	27,0			
8 Flux capitaux nets non générateurs de dette (négatif)	-1,2	-4,4	-4,6	-3,3	0,2	-0,8	-3,5	-3,1	-3,2	-3,1	-3,0	-2,8	-2,5			
9 Dynamique automatique de la dette ¹	0,6	-7,5	-6,3	-6,8	-1,7	0,1	0,3	0,6	0,7	0,7	0,3	0,3	0,3			
10 Contribution du taux d'intérêt nominal	3,5	4,1	2,4	1,7	1,9	1,7	1,3	1,3	1,3	1,0	0,4	0,4	0,4			
11 Contribution de la croissance du PIB réel	0,2	-1,3	-0,6	-1,2	-0,4	-1,6	-1,0	-0,8	-0,6	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1			
12 Contribution de variations des prix et taux de change ²	-3,1	-10,3	-8,1	-7,3	-3,2	...	...	...	...	...	...	...	...
13 Résiduel, y compris variations avoirs extérieurs bruts (2-3) ³	11,0	18,5	18,3	14,5	14,8	9,5	14,4	18,5	16,2	18,3	19,8	17,2	13,0			
Ratio dette ext./exportations (en pourcentage)	117,6	101,1	80,0	57,8	49,3	41,1	31,2	31,4	31,7	26,7	16,2	17,6	23,4			
Besoins bruts financement ext. (milliards de dollars EU)⁴	0,0	-0,2	-0,4	-1,4	-1,3	-0,9	-1,7	-1,6	-1,4	-2,2	-2,7	-2,6	-1,9			
en pourcentage du PIB	0,5	-3,6	-5,3	-15,9	-13,2	-8,3	-14,0	-13,1	-11,4	-14,1	-15,4	-12,9	-8,8			
Scénario avec principales variables à leur moyenne historique⁵	26,5	24,2	22,6	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7	17,7	-0,8		
Principales hypothèses macroéconomiques à la base du scénario de référence																
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	-0,3	2,5	1,3	3,0	1,2	5,6	4,2	3,8	3,2	2,0	1,3	1,0	1,2			
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	5,2	19,6	16,9	17,2	8,8	8,8	6,6	-1,5	-1,9	1,8	1,4	0,9	1,1			
Taux d'intérêt extérieur nominal (en pourcentage)	5,8	7,9	5,1	4,2	5,3	6,1	5,5	6,7	6,6	6,8	5,0	4,9	5,0			
Croissance des exportations (dollars EU, en pourcentage)	-4,8	26,6	33,2	31,4	7,3	12,0	12,3	-1,3	-3,6	2,6	0,7	-2,0	-2,4			
Croissance des importations (dollars EU, en pourcentage)	9,0	11,0	22,1	10,7	20,5	27,3	-0,2	2,3	2,4	2,1	2,0	1,8	-0,5			
Solde des transactions courantes, hors paiements d'intérêts	10,4	13,5	13,6	21,6	19,9	17,3	16,2	14,4	16,1	17,2	14,7	10,6	10,6			
Flux capitaux nets non générateurs de dette	1,2	4,4	4,6	-3,3	-0,2	0,8	3,5	3,3	3,2	3,1	3,0	2,8	2,5			
B. Tests paramétrés																
B1. Taux d'intérêt nominal à sa moyenne historique plus 1/2 écart type						26,5	20,7	20,5	20,0	17,2	12,3	13,2	15,5	-1,9		
B2. Croissance du PIB réel hors pétrole à sa moyenne historique moins 1/2 écart type.						26,5	20,6	20,2	19,5	15,8	10,3	10,8	12,4	-2,2		
B3. Cours du pétrole à leur moyenne historique moins 1/2 écart type.						26,5	28,9	34,8	33,4	62,8	89,3	125,8	173,4	2,7		
B4. Combinaison de B1-B3 en utilisant des chocs de 1/4 d'écart type						26,5	24,5	27,1	23,1	36,2	49,7	73,4	109,0	1,0		
B5. Dépréciation réelle ponctuelle de 30% en 2008						26,5	27,3	29,9	32,2	43,9	57,2	81,2	106,4	-0,1		
Épargne budgétaire brute	2,9	1,4	2,7	3,2	3,5	5,5	11,2	22,7	33,3	74,2	106,9	146,0	171,7			

1/ Calculé selon la formule $[-g - r(1+g) + \alpha\epsilon(1+r)]/(1+g+p+gp)$ fois le stock de la dette de la période précédente, avec $r =$ taux d'intérêt effectif nominal de la dette extérieure; $p =$ variation du déflateur PIB en dollars EU; $g =$ taux de croissance du PIB réel; $\epsilon =$ appréciation nominale (augmentation de la valeur en dollars EU de la monnaie nationale), et $\alpha =$ part de la dette libellée en monnaie nationale par rapport à la dette extérieure totale.

2/ La contribution des variations de prix et du taux de change est égale à $[-r(1+g) + \alpha\epsilon(1+r)]/(1+g+p+gp)$ fois le stock de la dette de la période précédente; p augmente lorsque la monnaie nationale s'apprécie ($\epsilon > 0$) et l'inflation augmente (sur la base du déflateur du PIB).

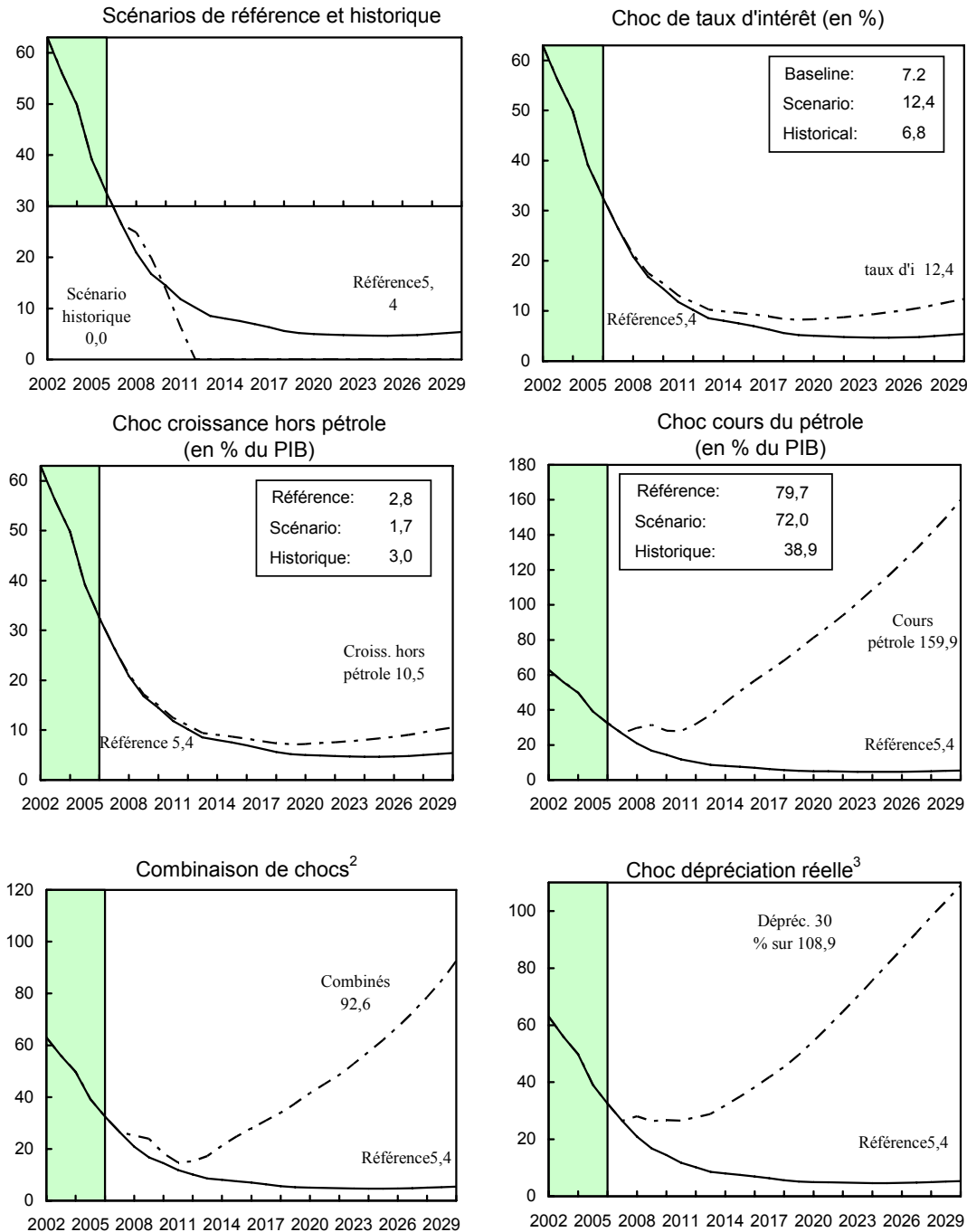
3/ Aux fins des projections, la ligne inclut l'impact des variations de prix et de taux de change.

4/ Défini comme le déficit du compte courant, plus l'amortissement de la dette à moyen et à long terme, plus la dette à court terme à la fin de la période précédente.

5/ Les principales variables incluent la croissance du PIB réel, le taux d'intérêt nominal, la croissance du déflateur en dollars et le solde des transactions courantes hors intérêts et les flux non créateurs d'endettement en pourcentage du PIB.

6/ Solde constant à long terme qui stabilise le ratio d'endettement en supposant que les principales variables (croissance du PIB réel, taux d'intérêt nominal, croissance du déflateur en dollars et flux non générateurs de dette en pourcentage du PIB) restent au niveau de la dernière année de projection.

Graphique 1a. Gabon : Tests paramétrés de l'analyse de viabilité de la dette¹
(dette extérieure en pourcentage du PIB, sans rachat par Club de Paris)



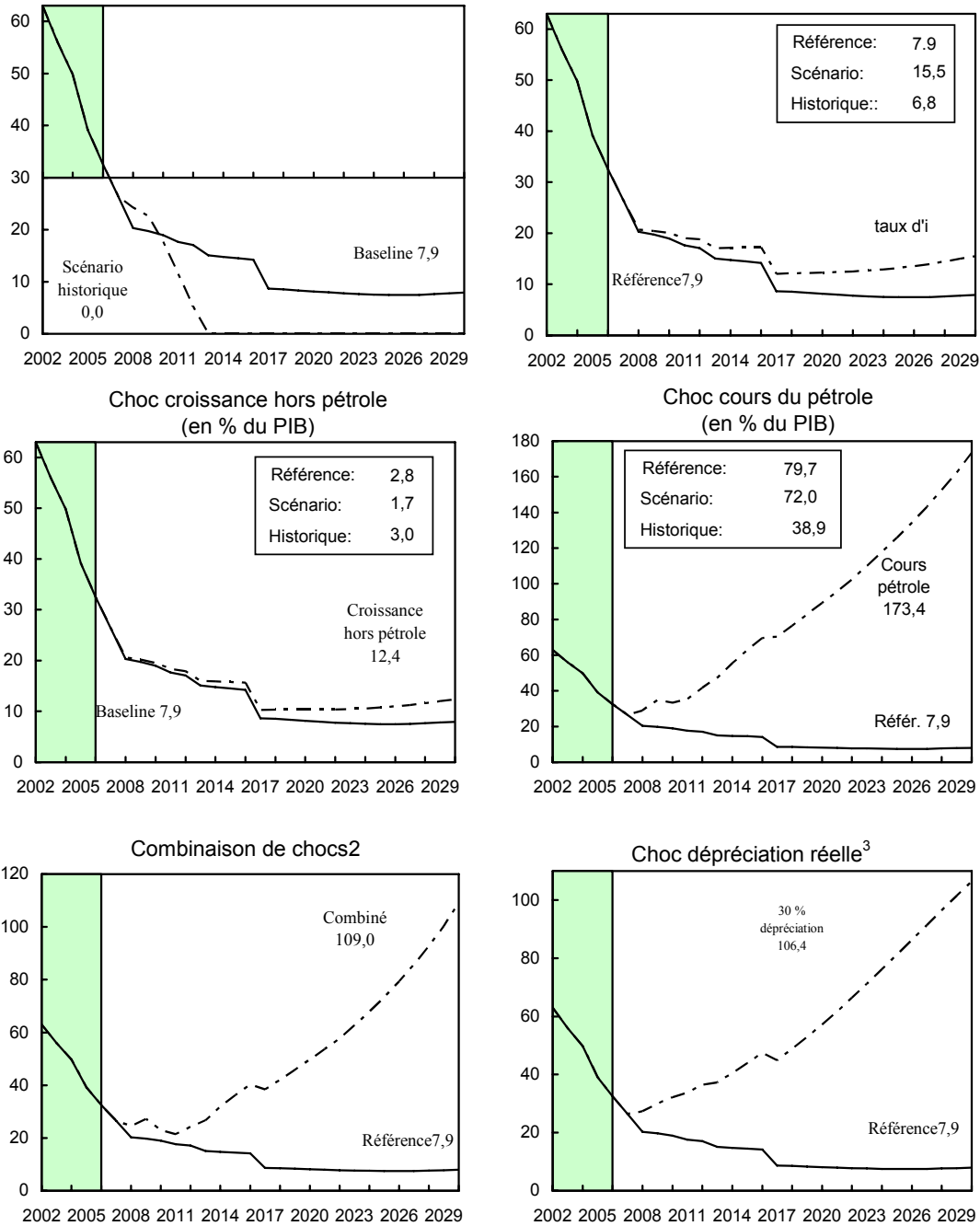
Sources : Fonds monétaire international, données de l'équipe-pays, estimations des services du FMI.

1/ Les zones ombrées correspondent aux données effectives. Chaque choc correspond à $\frac{1}{2}$ écart-type. Les chiffres figurant à l'intérieur des cadres représentent les projections moyennes pour chaque variable du scénario de référence et du scénario représenté. Y figure aussi la moyenne sur six ans de la variable retenue.

2/ Application d'un choc permanent de $\frac{1}{4}$ d'écart-type au taux d'intérêt réel, au taux de croissance hors pétrole et aux prix du pétrole (solde des transactions courantes).

3/ Dépréciation ponctuelle réelle de 30% en 2008.

Graphique 1b. Gabon : Tests paramétrés de l'analyse de viabilité de la dette1/
(dette extérieure en pourcentage du PIB, avec rachat par Club de Paris)
Scénarios de référence et historique



Sources : Fonds monétaire international, données de l'équipe-pays, estimations des services du FMI.

1/ Les zones ombrées correspondent aux données effectives. Chaque choc correspond à ½ écart-type. Les chiffres figurant à l'intérieur des cadres représentent les projections moyennes pour chaque variable du scénario de référence et du scénario représenté. Y figure aussi la moyenne sur six ans de la variable retenue.
2/ Application d'un choc permanent de ¼ d'écart-type au taux d'intérêt réel, au taux de croissance hors pétrole et aux prix du pétrole (solde des transactions courantes).
3/ Dépréciation ponctuelle réelle de 30% en 2008.

Pièce jointe I. Lettre d'intention des autorités

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
DU BUDGET ET DE LA PRIVATISATION

REPUBLIQUE GABONAISE
Union – Travail – Justice

CABINET DU MINISTRE D'ETAT

Libreville, le 13 décembre 2007

-----000084----/MEFBP/CABME/C1

Monsieur Dominique Strauss-Kahn
Directeur général
Fonds monétaire international
Washington, D.C., 20431

Monsieur le Directeur général,

1. La présente lettre actualise celle datée du 15 avril 2007, qui présentait le programme économique devant être appuyé par un accord de confirmation que le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé le 7 mai 2007. Le Gouvernement réaffirme par la présente sa détermination à poursuivre les politiques et réformes économiques nécessaires pour assurer une croissance durable et faire reculer la pauvreté au Gabon, tout en relevant les défis lancés par le déclin attendu de la production pétrolière. Cette lettre rend compte des résultats obtenus dans le cadre du programme et expose les intentions du Gouvernement, dans le domaine économique pour le reste de l'année 2007 et pour 2008.

2. L'activité économique est restée soutenue dans le secteur non pétrolier au premier semestre 2007, compensant largement la reprise plus lente que prévue de la production pétrolière. L'activité s'est accélérée dans le secteur minier, l'exploitation forestière, l'industrie de transformation du bois et les entreprises agroalimentaires. Cette bonne performance devrait résulter en une croissance du PIB réel hors-pétrole de 6.4 % en 2007. Par contre, la production du secteur pétrolier ne devrait croître que de 3.1 % en raison de problèmes techniques temporaires. Ainsi, globalement, la croissance du PIB réel devrait être de 5.6 % en 2007, en ligne avec les objectifs du programme.

3. Suite à la hausse des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires, les prix à la consommation ont augmenté en glissement annuel de 6,3% en mai avant de revenir à 4,4% à fin août. La position extérieure du Gabon demeure solide, même si le solde des transactions courantes sera probablement inférieur aux projections, à cause de l'augmentation soutenue des importations et du rapatriement des profits des compagnies pétrolières. Toutefois, la

balance des paiements demeurera bénéficiaire, et les réserves de change augmenteront pour couvrir 5.2 mois d'importations à fin 2007.

4. L'exécution prudente du budget pendant les premiers neuf mois de 2007 a permis de maintenir le déficit primaire hors-pétrole (DHP) à 9 % du PIB hors-pétrole, soit légèrement en deçà de l'objectif programmé. Cependant, l'excédent budgétaire global n'a pas atteint le niveau attendu car les recettes pétrolières ont été inférieures aux projections. Un effort soutenu dans le recouvrement des recettes non pétrolières et une gestion rigoureuse des dépenses devraient permettre au Gouvernement d'atteindre l'objectif budgétaire fixé pour 2007, qui est de ramener le DHP à 11,6 % du PIB hors-pétrole, contre 18,0 % en 2006. Cependant, pour atteindre l'objectif budgétaire et exécuter les programmes de dépenses sociales envisagés dans la loi de finances rectificative, le Gouvernement reconnaît la nécessité de maîtriser les subventions aux prix du carburant.

5. Les pressions sociales suscitées par la forte hausse des prix du gasoil et de l'essence en mars dernier et l'augmentation récente des prix de quelques produits de grande consommation ont contraint le Gouvernement à agir. En particulier, après la hausse de mars dernier, le Gouvernement n'a pas modifié les prix des carburants selon les modalités envisagées dans le programme. En conséquence, comme les cours internationaux ont continué d'augmenter, les subventions ont atteint 36,8 milliards de francs CFA durant les neuf premiers mois de l'année contre 27,5 milliards de francs CFA prévus dans le programme.

6. Afin de remédier à ce problème, le Gouvernement a révisé en mai la structure des prix de manière à distinguer la subvention aux prix des carburants du soutien accordé à la Société gabonaise de raffinage (SOGARA). Ce soutien sera retiré de la structure des prix en 2008 et son bien-fondé sera réexaminé en avril 2008, une fois les conclusions de l'audit de la raffinerie disponibles. La formule d'ajustement des prix sera mise en œuvre avant la fin du premier trimestre 2008, et les hausses des prix à l'importation supérieures au PPI de septembre seront répercutées sur les prix ex-raffinerie. La formule d'ajustement des prix sera alors appliquée chaque mois à partir d'avril 2008, permettant ainsi de limiter les subventions aux consommateurs à 1,25% du PIB hors-pétrole en 2008, tandis que le soutien à la SOGARA atteindra 0.55% du PIB hors-pétrole. Le gouvernement réaffirme son engagement à atteindre l'objectif budgétaire du DPNP pour 2008 (voir ¶11), malgré le retard dans la mise en œuvre de la formule d'ajustement des prix des carburants et se tient prêt à réduire les dépenses de biens et services et de transferts, sans toutefois affecter les secteurs sociaux, si cela est nécessaire.

7. Le Gouvernement a également imposé en septembre dernier un contrôle temporaire des prix sur un nombre limité de produits dont les prix avaient fortement augmenté et il s'est rapproché des entreprises concernées pour identifier les causes de cette augmentation. Ces contrôles seront levés avant la fin de 2007, et le Gouvernement profitera de l'étude sur la

productivité, la compétitivité et la diversification de l'économie qui sera finalisée d'ici fin juin 2008 pour voir dans quelle mesure encourager la concurrence dans les secteurs protégés.

8. En 2007, la BEAC est intervenue pour modérer la croissance des agrégats monétaires au Gabon. En mars, la Banque centrale a augmenté les coefficients de réserves obligatoires pour les banques au Gabon de 7,75% à 10,25% sur les dépôts à vue et de 5,75% à 8,25% sur les dépôts à terme. Depuis le mois de mai, la BEAC accepte des dépôts des banques commerciales qu'elle rémunère à 1,95%. A la suite de cette mesure, la croissance annuelle de la masse monétaire a ralenti à 12% en juin.

9. En ce qui concerne l'exécution du programme, tous les critères de réalisation pour juin et septembre ont été observés (tableau 1A), à l'exception de l'application de la formule d'ajustement automatique des prix ex-raffinerie et le plafond sur le crédit bancaire net à l'Etat — pour lesquels le Gouvernement demande à bénéficier d'une dérogation. Tous les repères structurels ont été observés, certains avec des retards (tableau 2). Enfin, les critères de réalisation quantitatifs pour mars et juin 2008 et la liste des repères structurels pour la deuxième revue ont été établis (Tableaux 1B et 2).

A. Cadre macroéconomique pour 2008

10. En 2008, le taux de croissance du PIB hors-pétrole réel est projeté à 4,7%. Cette croissance proviendra principalement du secteur forestier, de l'industrie du bois et des services. La production pétrolière devrait augmenter de 2,4%, suite à la mise en production de nouveaux champs. L'inflation moyenne annuelle devrait baisser à 3%, le critère de convergence de la CEMAC. La balance des paiements devrait rester largement excédentaire grâce au niveau soutenu des exportations pétrolières, minières et forestières.

B. Politique budgétaire

11. Une politique budgétaire prudente demeure essentielle pour assurer une croissance soutenable dans un contexte de stabilité macroéconomique à moyen terme. Le Gouvernement réitère par conséquent son engagement à poursuivre l'objectif d'assainissement des finances publiques convenu dans le cadre du programme à moyen terme afin de ramener le DPHP à son niveau de soutenabilité permanente, estimé à 6 % du PIB hors-pétrole, d'ici à 2011. Dans ce cadre, l'objectif pour 2008, est de ramener le DPHP à 10 % du PIB hors-pétrole. Les recettes non pétrolières devraient représenter 25,1 % du PIB hors-pétrole en 2008, un niveau comparable à celui des projections pour 2007, mais en amélioration importante par rapport à 2005-2006. En ce qui concerne les dépenses, le Gouvernement entend maintenir la croissance des principaux postes budgétaires inférieure à celle du PIB hors pétrole, ce qui permettra une diminution progressive du ratio dépenses primaires/PIB hors-pétrole. Le plafond de la masse salariale, sera établi à 10,6% du PIB hors-pétrole en maîtrisant les effectifs, en révisant les avantages non-salariaux et en mettant à jour régulièrement les fichiers de la solde et de la fonction publique. Les crédits budgétaires correspondant au soutien à la SOGARA seront inscrits séparément de ceux correspondant aux subventions aux prix du carburant ainsi

qu'expliqué au paragraphe 9. Les dépenses au titre de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), établie en 2007, s'élèveront à 2,2 milliards de francs CFA en 2008. Le gouvernement préparera, d'ici avril 2008, un plan d'action qui précisera les coûts, le niveau des prestations et les sources de financement pour l'assurance maladie et prestations sociale. Les dépenses d'investissement augmenteront de 8,6% du PIB hors-pétrole en 2007 à 9,4% en 2008, y compris les projets appuyés par les partenaires au développement.

12. Au niveau du secteur pétrolier, les recettes augmenteront légèrement en valeur nominale mais baisseront par rapport au PIB. Ces recettes permettront non seulement de financer le déficit budgétaire hors pétrole et le service de la dette, mais également d'accroître les avoirs financiers de l'Etat. Une augmentation de ces avoirs est un élément essentiel afin de pouvoir continuer à financer le déficit budgétaire soutenable après la baisse des recettes pétrolières. A cet égard le Gouvernement étudiera avec la BEAC de nouvelles modalités afin d'augmenter le rendement de cette épargne, actuellement de 3,45% par an.

C. Réforme de la gestion des finances publiques

13. Le Gouvernement continuera de mettre en œuvre son programme de réforme de la gestion des finances publiques. Déjà, la couverture du budget a été étendue de façon à inclure une plus grande proportion des recettes et des dépenses de l'Etat; la gestion des recettes a été renforcée - en particulier pour les revenus pétroliers; et les dépenses du gouvernement ont été mieux maîtrisées. Toutefois, le programme de réforme reste ambitieux et requiert la poursuite des efforts du Gouvernement ainsi que l'assistance des partenaires au développement.

Préparation et exécution du budget

14. L'élaboration du projet de loi de finances pour 2008 a permis au Gouvernement d'améliorer la coordination entre les ministères des finances et du plan pour la préparation des budgets de fonctionnement et d'investissement. La coopération avec les ministères dépensiers s'est elle aussi améliorée grâce à la préparation de cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) qui reprennent les objectifs du DSCRP pour les secteurs prioritaires et tiennent compte des contraintes macroéconomiques. Le budget 2008 prévoit des allocations pour l'éducation, la santé, l'agriculture et les travaux publics basées sur les programmes d'actions prioritaires de chaque secteur. Le Gouvernement entend finaliser, avant la fin 2007, un CDMT global qui sera utilisé pour préparer le budget 2009. Le Gouvernement a soumis au Parlement une analyse de la soutenabilité à long terme de la dette qui sera annexée à la loi de finances 2008. Enfin, le Gouvernement n'inclura dans le budget que les projets qui ont fait l'objet d'une étude de faisabilité.

15. Les efforts engagés pour améliorer la transparence budgétaire se poursuivent. Pour la première fois, les documents soumis au Parlement dans le cadre du projet de loi de finances 2008 comprennent une estimation des dépenses fiscales par type d'impôt, de façon à ce que les parlementaires soient informés du coût des exonérations fiscales et des régimes fiscaux

dérogatoires. Le rapport économique et financier inclut également des tableaux de synthèse sur les réalisations budgétaires 2005 et 2006 ainsi que des estimations pour 2007. La classification fonctionnelle pour toutes les dépenses du Gouvernement central sera achevée avant fin 2007 et utilisée pour la présentation du budget 2009. Le système de suivi budgétaire a été renforcé et les rapports mensuels sur l'exécution du budget seront disponibles dans un délai de deux mois d'ici mars 2008. La gestion de la trésorerie de l'État a été améliorée avec la mise en place du nouveau plan de trésorerie mensuel. Les délais de paiement ont été réduits de 90 à 60 jours depuis le premier décembre 2007.

Renforcement de l'administration et de la transparence fiscales

16. Le Gouvernement a soumis au Parlement un nouveau code général des impôts pour examen au cours de la présente session. Le nouveau code rassemble et précise les obligations et procédures fiscales adoptées dans les lois de finances précédentes ou dans le cadre de la législation CEMAC/OHADA. D'autre part, il régularise le transfert des compétences en matière de recouvrement de l'impôt à l'administration fiscale. Il clarifie en outre, les droits et obligations des contribuables.

17. Avec le concours d'un cabinet d'expert international, le Gouvernement poursuit la préparation d'un modèle de projections et de vérification comptable des recettes pétrolières. Ce modèle est basé sur la production et les cours effectifs ainsi que sur les paramètres contractuels de chaque champ. L'utilisation du modèle accroîtra les moyens du Gouvernement pour s'assurer que les compagnies pétrolières s'acquittent de leurs obligations fiscales. Le modèle sera testé à l'aide des données mensuelles de prix et de production de 2007, et toute différence significative entre les estimations du modèle et les recettes pétrolières recouvrées sera étudiée afin de s'assurer que tous les paiements dus à l'État ont été effectivement effectués. En 2008, le projet de loi de finances inclut pour la première fois les recettes et dépenses résultant de revenus pétroliers qui financent des projets en application de clauses contenues dans un nombre limité de contrats pétroliers — les provisions pour investissements différenciés (PID) et provisions pour investissements dans les hydrocarbures (PIH). D'autre part, pour continuer à renforcer la transparence de la gestion des recettes pétrolières et minières, le Gouvernement publiera, avant la fin 2007, le rapport 2006 au titre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Le rapport identifiera et expliquera les différences observées entre les paiements pétroliers reçus par l'État et déclarés dans le cadre de l'ITIE et les recettes pétrolières effectivement encaissées par le Trésor. Le gouvernement réconciliera également les paiements pétroliers reçus par l'État et déclarés par l'Etat dans le cadre de l'ITIE avec les recettes pétrolières enregistrées dans le TOFE 2006. Le trésor public poursuivra également ses efforts afin de réduire les coûts de transaction bancaires liés à la conversion des recettes pétrolières en francs CFA.

Améliorer la qualité des dépenses publiques

18. Pour améliorer l'efficacité et la qualité de la dépense publique, la part des contrats de marchés publics octroyés sur appel d'offres a augmenté pour atteindre 69% au premier semestre 2007, ce qui dépasse l'objectif visant à la porter à 50 % d'ici la fin 2007. La direction générale des marchés publics publie les appels d'offres sur son site Internet et les rapports sur les contrats adjugés sur son site internet. Comme prévu, les dépenses liées à la célébration des Fêtes tournantes 2007 ont suivi les procédures budgétaires. D'autre part, chaque projet retenu pour les Fêtes tournantes 2008 fait l'objet d'une ligne budgétaire distincte dans le projet de loi de finances 2008 et sera exécuté conformément aux procédures budgétaires. Après l'adoption du budget par le Parlement, le Gouvernement publiera dans la presse nationale la liste des projets retenus pour les Fêtes tournantes 2008 ainsi qu'une estimation de leur coût.

D. Rachat de la dette envers les créanciers du Club de Paris

19. En juillet 2007, les créanciers du Club de Paris sont parvenus à un accord de principe avec le Gouvernement gabonais sur un rachat anticipé de la dette avec une décote d'environ 15 % . Cette opération permettra de réduire le service de la dette et d'en améliorer le profil. En septembre, les huit créanciers participant à l'opération ont indiqué que la totalité de leurs créances seraient éligibles pour le rachat et le Gabon décidera avant fin décembre du montant des créances qu'il rachètera. Le rachat sera financé par les réserves de trésorerie du Gabon, une émission obligataire en francs CFA sur le marché régional, et une émission obligataire en dollars sur le marché international. Les agences de notations ont donné une cotation de crédit de BB- à la dette souveraine du Gabon. Le 5 décembre 2007, le gouvernement a achevé la première partie du financement en émettant un bond à 10 ans sur le marché international des capitaux avec un coupon fixé à 8,2%. Cette opération a permis au Gabon d'accéder aux marchés internationaux des capitaux et d'aider à développer le marché financier régional.

E. Réformes axées sur la croissance et autres questions

20. Le dynamisme affiché par le secteur privé hors-pétrole au cours de la période récente est encourageant; toutefois, pour qu'il soit soutenu, des réformes structurelles importantes devront être engagées. Une bonne étude sur la compétitivité permettra d'identifier les contraintes – notamment le manque d'infrastructures - qui pèsent sur les secteurs non pétroliers, dotés d'un fort potentiel d'exportation et de création d'emplois. Tout cela permettra au Gouvernement de réfléchir avec le secteur privé au cadre dans lequel pourraient être mises en œuvre les différentes mesures permettant d'encourager la productivité et la diversification de l'économie gabonaise ainsi que au mécanisme de suivi à mettre en place.

21. Le programme de privatisations se poursuit. La procédure de cession définitive de la participation majoritaire de l'État dans Gabon Telecom sera bientôt bouclée. Un audit récent qui a montré que l'entreprise a subi de lourdes pertes en 2006 a été annexé au projet de loi de finances 2008 soumis au parlement et sera publié sur le site internet du ministère de

l'économie et des finances. Le Gouvernement a aussi finalisé un accord avec la Société d'électricité et d'eaux du Gabon (SEEG) sur la réponse à apporter aux difficultés financières rencontrées par celle-ci en 2007, suite à la forte hausse des coûts de production de l'électricité, et à la répercussion insuffisante sur les tarifs. Dans ce cadre une commission ad-hoc a été mise en place pour résoudre d'ici fin 2007, les problèmes liés à la concession, y compris la formule d'ajustement des tarifs et le financement des investissements requis pour répondre à une demande en croissance rapide. Concernant les autres secteurs, une société étrangère a obtenu une concession de 25 ans pour améliorer l'exploitation des deux principaux ports du pays. Enfin le Gouvernement s'attend à ce que la réforme engagée dans le secteur forestier, notamment la libéralisation des exportations de grumes d'Okoumé, se traduise par un regain d'activité et une augmentation des exportations.

22. Le Gouvernement appuiera les autorités régionales de surveillance dans les efforts qu'elles déploient pour s'assurer que les banques observent les ratios prudentiels essentiels. Il s'appliquera aussi, avec les autres Gouvernements des pays de la CEMAC, pour poursuivre la mise en place d'un marché régional de bons du Trésor. Un tel marché offrirait en effet aux banques de meilleures possibilités de gestion de la liquidité et permettrait à la BEAC de disposer d'un instrument reposant sur le marché pour gérer la politique monétaire.

23. Le Gouvernement est convaincu que les politiques décrites dans cette lettre sont de nature à atteindre les objectifs de son programme. Cependant il se tient prêt à prendre toutes les mesures supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires pour sa réalisation après consultation avec les services du Fonds monétaire international.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma haute considération.

/sgd/

Paul Toungui
Ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances,
du budget et de la privatisation

Tableau 1A. Gabon: Critères de réalisation quantitatifs dans le cadre de l'accord de confirmation, 2007-2010
(En milliards de francs CFA, flux cumulés à partir du 1er Janvier) ¹

	2006		2007				Déc. Prog.
	Déc. Prél.	Prog.	Juin		Sept. Adj.	Déc. Prog.	
			Adj.	Réal.				Prog.	Réal.
Critères de réalisation							
Plancher sur le solde primaire des opérations financières de l'Etat hors recettes pétrolières et coûts de restructuration ²	-435,8	-150,4	-162,2	-121,4	-246,5	-255,9	-314,1
P plafonds des créances nettes du système bancaire sur l'Etat ³	-39,6	-112,8	-56,7	-62,8	-106,0	-67,7	-191,1
P plafonds des nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'Etat ⁴	164,5	140,0	140,0	64,1	155,0	155,0	165,2
Limite sur l'accumulation d'arrivés de paiements extérieurs par l'administration centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Limite sur l'accumulation de nouveaux arrivés de paiements sur les engagements intérieurs de l'administration centrale	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire							
Décassement au titre de projets d'investissements financés à l'extérieur (FINEX)	63,3	21,0		32,9	30,7		42,6
Décassement au titre du financement extérieur hors projet	14,5	0,0		0,0	0,0		0,0
Recettes pétrolières	1,012,9	463,9		418,7	685,8		938,0
Recettes de privatisation	0,0	19,0		13,0	19,0		19,0
Service de la dette extérieure exigibles (à l'exclusion de celle du FMI)	324,6	172,1		165,4	273,4		327,2
Service de la dette intérieure	107,9	91,2		94,4	126,9		163,0
Coûts de restructuration des entreprises publiques	39,8	12,9		13,8	17,1		22,5
Variations des instances au Trésor	-27,8	-10,5		-4,0	-15,8		-21,0
Variations des rappels de la solde	-20,6	-10,0		-9,3	-15,0		-20,0
Rachat de créances de l'Etat par les banques commerciales.	...	0,0		14,8	0,0		0,0

Sources : autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

¹ Objectifs indicatifs pour mars 2007. Les cibles pour juin, septembre et décembre 2007 sont des critères de réalisation dans le cadre de l'accord de confirmation.

² Le critère de réalisation relatif au solde primaire sera ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que l'exécution des dépenses sur projets d'investissement financés par ressources extérieures sera inférieure (supérieure) au niveau programmé. L'ajustement à la baisse est limité à 25 milliards de francs CFA.

³ Le critère de réalisation relatif au crédit bancaire net à l'Etat sera ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que les recettes pétrolières et le produit des privatisations seront inférieurs (supérieurs) au niveau programmés. Ce critère de réalisation sera aussi ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que les paiements au titre du service de la dette extérieure (au net des nouveaux financements hors-projets) et intérieure,

les coûts de restructuration des entreprises publiques, la réduction des instances au Trésor, la réduction des rappels de la solde des nouveaux financements hors-projets) et intérieure. Les ajustements à la hausse en fonction du service de la dette intérieure, des coûts de restructuration, de la réduction des instances au Trésor et de la réduction des rappels de la solde sont limités à 5 milliards de francs CFA au dessus des niveaux programmés. En fin, le critère de réalisation afférent au crédit bancaire net à l'Etat sera ajusté à la hausse en fonction de tout rachat par les banques commerciales de créances de l'Etat déjà dans les mains des créanciers privés non bancaires.

⁴ Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle que définie au point 9 des principes directeurs pour les critères de réalisation relatifs à la dette extérieure adoptés les 24 août 2000, mais également aux engagements contractés ou garantis dont la valeur n'a pas été reçue. Ce critère de réalisation sera ajusté pour accommoder les nouveaux emprunts extérieurs contractés dans le cadre d'une éventuelle opération de rachat de dettes de créanciers du Club de Paris.

⁵ La non-accumulation de nouveaux arrivés de paiements extérieurs constituera un critère de réalisation continu.

Tableau 1B. Gabon: Critères de réalisation et objectifs indicatifs quantitatifs pour 2008, dans le cadre de l'accord de confirmation 2007-2010
(En milliards de francs CFA, flux cumulés à partir du 1er Janvier)¹

	2007		2008		
	Déc. Prel.	Mars Prog.	Juin Prog.	Sept. Indicatif	Déc. Indicatif
Critères de réalisation					
Plancher sur le solde primaire des opérations financières de l'Etat hors recettes pétrolières et coûts de restructuration ²	-311,4	-68,9	-117,5	-199,1	-292,6
Plafonds des créances nettes du système bancaire sur l'Etat ³	-199,8	-260,2	-385,1	-446,7	-569,4
Plafonds des nouveaux emprunts extérieurs contractés ou garantis par l'Etat ⁴	130,8	190,3	247,7	277,2	277,2
Limite sur l'accumulation d'arriérés de paiements extérieurs par l'administration centrale ⁵	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Limite sur l'accumulation de nouveaux arriérés de paiements sur les engagements intérieurs de l'administration centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décaissement au titre de projets d'investissements financés à l'extérieur (FINEX)	42,6	19,4	32,2	43,4	68,0
Décaissement au titre du financement extérieur hors projet	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes pétrolières	1.005,5	268,3	532,0	786,5	1.075,7
Recettes de privatisation	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service de la dette extérieure exigibles (à l'exclusion de celle du FMI)	332,3	91,6	167,3	263,8	335,1
Service de la dette intérieure	165,9	25,1	47,5	68,7	90,0
Coûts de restructuration des entreprises publiques	-22,5	2,6	5,2	7,7	10,3
Variations des instances au Trésor	-26,0	-34,1	-31,4	-28,7	-26,0
Variations des rappels de la solde	-20,6	-5,0	-10,0	-15,0	-20,0
Rachat de créances de l'Etat par les banques commerciales.	...	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : autorités gabonaises; estimations et projections des services du FMI.

¹ Critères de réalisations pour mars et juin; objectifs indicatifs pour septembre et décembre . Les définitions des critères de réalisation figurent dans le protocole d'accorde technique.

² Le critère de réalisation relatif au solde primaire sera ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que l'exécution des dépenses sur projets d'investissement financés par ressources extérieures sera inférieure (supérieure) au niveau programmé. L'ajustement à la baisse est limité à 25 milliards de francs CFA.

³ Le critère de réalisation relatif au crédit bancaire net à l'Etat sera ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que les recettes pétrolières et le produit des privatisations seront inférieurs (supérieurs) au niveau programmés. Ce critère de réalisation sera aussi ajusté à la hausse (à la baisse) suivant que les paiements au titre du service de la dette extérieure (au net des nouveaux financements hors-projets) et intérieure, les coûts de restructuration des entreprises publiques, la réduction des rappels de la solde seront supérieurs (inférieurs) au niveau programmés. Les ajustements à la hausse en fonction du service de la dette intérieure, des coûts de restructuration, de la réduction des instances au Trésor et de la réduction des rappels de la solde sont limités à 5 milliards de francs CFA au dessus des niveaux programmés. En fin, le critère de réalisation afférent au crédit bancaire net à l'Etat sera ajusté à la hausse en fonction de tout rachat par les banques commerciales de créances de l'Etat déjà dans les mains des créanciers privés non bancaires.

⁴ Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle que définie au point 9 des principes directeurs pour les critères de réalisation adoptés les 24 août 2000, mais également aux engagements contractés ou garantis dont la valeur n'a pas été reçue. Ce critère de réalisation sera ajusté pour accommoder les nouveaux emprunts extérieurs contractés dans le cadre d'une éventuelle opération de rachat de dettes de créanciers du Club de Paris.

⁵ La non-accumulation de nouveaux arriérés de paiements extérieurs constituera un critère de réalisation continu.

Tableau 2. Gabon— Mesures structurelles programmées pour 2007 et 2008

Date de référence	Mesures	Situation actuelle	CR ou repère
	Appliquer la formule d'ajustement automatique des prix des carburants départ-raffinerie pour tenir compte de l'évolution des cours mondiaux.	Non observé	Critère de réalisation continu
	Soumettre toutes les dépenses d'investissement pour les <i>fêtes tournantes</i> en 2007 aux procédures budgétaires ordinaires.	Observé	Critère de réalisation continu
15 septembre	Renforcer la gestion des liquidités du Trésor en élaborant un plan annuel de trésorerie	Observé	Critère de réalisation
Juin 2007	Préparer une compilation de l'ensemble des dépenses fiscales.	Observé	Repère
15 septembre	Soumettre au Parlement un nouveau code des impôts qui incorpore toutes les modifications apportées ces dernières années	Observé · é	Repère
Juin 2007	Publier les noms de tous les responsables publics qui, à la fin avril 2007, n'avaient pas fait la déclaration de patrimoine requise.	Observé	Repère
Juin 2007	Diffuser largement les documents d'intérêt général dans le public en affichant sur le site Internet du Ministère des finances i) les lois de finances rectificatives pour 2004, 2005 et 2006, ii) les rapports de la Cour des comptes sur l'exécution du budget en 2003 et 2004, iii) les rapports sur l'audit des <i>fêtes tournantes</i> et les arriérés du Fonds d'entretien routier (FER) préparés en 2005, et iv) les rapports annuels de la CNLCEI pour 2005 et 2006.	Observé	Repère
Juin 2007	Adopter un nouvel IPC dont les pondérations reposent sur l'enquête de 2005 sur les dépenses des ménages.	Observé	Repère

Date de référence	Mesures	Situation actuelle	CR ou repère
Deuxième revue			
Décembre 2007	Présenter au Parlement un projet de loi de finances pour 2008 incluant, dans le rapport économique et financier d'accompagnement, i) des états récapitulatifs de l'exécution budgétaire pour 2005–06 et des estimations pour 2007, et une annexe les estimations de toutes les dépenses fiscales par type d'impôt.		Critère de réalisation
Février 2008	Rendre opérationnel le modèle de projection des recettes pétrolières liant celles-ci à la production, aux prix, aux coûts et aux paramètres budgétaires contrat par contrat, utiliser ce modèle pour évaluer les paiements mensuels collectés par le Trésor au titre des recettes pétrolières en 2007, et identifier les raisons des discordances avec les recettes pétrolières effectives.		Critère de réalisation
Mars 2008	Ajuster les prix des produits pétroliers ex-raffinerie pour tenir compte de la variation des prix parité à l'importation, tels que calculés pour la formule d'ajustement, depuis septembre 2007		Critère de réalisation
	À compter d'avril 2008 appliquer chaque mois la formule d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers ex-raffinerie afin de tenir compte de l'évolution des cours internationaux		Critère de réalisation continu
Décembre 2007	Publier dans la presse nationale la liste des projets prévus en 2008 au titre des <i>fêtes tournantes</i> .		Repère
Décembre 2007	Préparer une stratégie globale de gestion des avoirs et engagements de l'État.		Repère
Décembre 2007	Mettre au point un cadre de dépenses à moyen terme à horizon mobile sur 3 ans incluant des programmes sectoriels cohérents pour la période 2008-10.		Repère
Décembre 2007	Ramener les délais de paiement du Trésor à 60 jours et annoncer cette initiative sur le site Internet du Trésor.		Repère
Décembre 2007	Préparer des rapports mensuels d'exécution du budget et diffuser ces rapports avec un décalage maximum de 2 mois.		Repère
Décembre 2007	Ramener la proportion des contrats de marché public passés à titre exceptionnel sans appel d'offres ouvert à moins de 50 % de la valeur totale des contrats soumis au bureau des marchés publics.		Repère
Décembre 2007	Publier le Journal Officiel sur l'Internet.		Repère
Avril 2008	<i>Achever l'audit de la SOGARA</i> ¹		Repère
Avril 2008	<i>Préparer un plan d'action et une estimation des coûts pour la mise en œuvre de l'assurance maladie et de la garantie sociale.</i> ¹		Repère

¹ Nouveau repère.



Communiqué de presse n° 07/300
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
19 décembre 2007

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

Le Conseil d'administration du FMI achève la première revue au titre de l'accord de confirmation en faveur du Gabon

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé aujourd'hui la première revue des résultats économiques du Gabon dans le cadre d'un accord de confirmation triennal d'un montant de 77,15 millions de DTS (environ 120,8 millions de dollars EU).

Le Conseil a approuvé en outre la demande du Gabon concernant des dérogations au titre du non-respect du critère de réalisation portant sur l'application de la formule d'ajustement des prix des combustibles et du plafond du crédit bancaire net à l'État en septembre dernier. Le Conseil a approuvé également la modification du critère de réalisation sur l'application de la formule d'ajustement des prix des combustibles.

Les autorités gabonaises ont fait savoir qu'elles avaient l'intention de traiter cet accord comme un accord de précaution. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé l'accord de confirmation visant à appuyer le programme économique du pays le 7 mai 2007 ([voir communiqué de presse n° 07/88](#)).

À la suite de la réunion du Conseil d'administration, M. Murilo Portugal, Directeur général adjoint et Président par intérim, a fait la déclaration suivante :

«L'économie gabonaise a enregistré de bons résultats grâce à l'application de politiques macroéconomiques prudentes et aux progrès accomplis dans la mise en œuvre de réformes structurelles. La croissance hors pétrole dépassera probablement 6 % et la production pétrolière a quelque peu augmenté après avoir nettement baissé en 2006. L'inflation se ralentit, après s'être accélérée en raison d'une augmentation ponctuelle des prix intérieurs des combustibles et de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires. La balance des paiements sera sans doute largement excédentaire et le déficit budgétaire a été maîtrisé.

«Les perspectives à court terme restent positives : croissance économique soutenue, inflation faible et épargne budgétaire abondante provenant de recettes pétrolières élevées. Les

principaux risques sont un affaiblissement de l'économie mondiale et un accroissement des pressions intérieures en faveur d'un assouplissement de la politique budgétaire.

«Les autorités sont déterminées à orienter progressivement la politique budgétaire vers la viabilité à long terme. La loi de finances de 2008 soumise au parlement va dans ce sens. Par ailleurs, le rachat de la majeure partie de la dette du Gabon au Club de Paris, qui devrait être achevé en janvier, devrait réduire les paiements au titre du service de la dette à moyen terme, améliorer la viabilité de la dette et renforcer les perspectives budgétaires.

«Il faudra mieux maîtriser les dépenses courantes non prioritaires (notamment les subventions aux prix des combustibles) pour assurer la réussite des mesures budgétaires prises par les autorités et le succès des actions engagées contre la pauvreté. À l'avenir, l'application de la formule d'ajustement des prix des combustibles, visant à refléter les hausses récentes des prix internationaux, contribuera sensiblement à étayer ces efforts.

«L'amélioration de la compétitivité et la diversification de l'économie dépendront de la poursuite des réformes structurelles. L'amélioration du climat de l'investissement grâce au renforcement de la gouvernance et à l'accroissement de la transparence, mais aussi par le biais de la levée du contrôle temporaire des prix, éliminera les obstacles à la croissance de l'activité non pétrolière», a déclaré M. Portugal.

Déclaration de M. Laurean Rutayisire, Administrateur pour le Gabon
19 décembre 2007

Au nom des autorités que je représente, je tiens à remercier la Direction, le Conseil d'administration et les services du FMI pour les conseils et le soutien qu'ils n'ont cessé de prodiguer au Gabon dans la mise en œuvre de son programme économique. Le rapport des services du FMI que vous avez sous les yeux décrit fidèlement les résultats enregistrés à ce jour, les défis qu'il reste à relever et les politiques que les autorités entendent mener en ce sens.

I. Évolution récente

Le premier semestre de l'année s'est caractérisé par la vigueur des activités non pétrolières, notamment dans le secteur minier, l'exploitation forestière, la transformation du bois et les industries agro-alimentaires. Cette dynamique, qui semble s'être maintenue durant le second semestre, devrait se traduire par un taux de croissance hors pétrole de 6,4 % en termes réels pour 2007. Globalement, la croissance du PIB réel devrait être inférieure, pour se situer à 5,9 % car le redressement de la production pétrolière devrait vraisemblablement être lent et sa croissance se situer à 3,1 %. La montée des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires a entraîné un taux d'inflation de 6,4 % en mai 2007, taux qui est ensuite redescendu à 4,4 % en août. En dépit de la forte poussée des importations, la balance des paiements devrait se solder par un solide excédent et les réserves de change devraient s'accroître pour représenter 5,2 mois d'importation d'ici la fin de l'année.

À la fin septembre 2007, les **résultats budgétaires** étaient satisfaisants. La prudence qui a marqué l'exécution budgétaire durant cette période a permis d'aboutir à un déficit primaire hors pétrole de 9 % du PIB hors pétrole, soit légèrement en-dessous de l'objectif du programme. Un travail soutenu de mobilisation des recettes non pétrolières et une stricte maîtrise des dépenses devraient permettre aux autorités de tenir l'objectif de déficit pour 2007, soit 11,6 % du PIB hors pétrole, après les 18 % enregistrés en 2006.

De remarquables progrès ont été enregistrés dans le renforcement de **la gestion des finances publiques**. Le gouvernement a notamment amélioré la coordination entre les ministères des finances et de la planification dans la préparation du budget de 2008. La coopération avec les ministères dépensiers s'est également améliorée grâce à l'utilisation de cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) qui intègrent les objectifs du DSRP pour les secteurs prioritaires. Le système des marchés publics a gagné en efficacité, la part des contrats soumis à appel d'offres ayant atteint 69 % durant le premier semestre 2007, soit nettement plus que les 50 % fixés comme objectif pour cette année. L'administration des recettes est en train d'être renforcée avec le dépôt au parlement, il y a quelques mois, du nouveau code général des impôts et la préparation d'un modèle pétrolier avec le concours d'un cabinet d'audit international.

Le programme budgétaire a dû être ajusté pour tenir compte des subventions plus élevées que prévu aux produits pétroliers. En effet, les administrateurs se souviendront qu'avant l'approbation de l'actuel accord de confirmation en mai dernier, les prix des produits pétroliers avaient été relevés de 25 % afin de réduire les subventions. Les tensions sociales issues de ce net renchérissement ont poussé les autorités à maintenir les prix en l'état au lieu d'appliquer la **formule d'ajustement automatique** envisagée dans le programme. Les autorités se sont cependant attelées à la structure tarifaire des produits pétroliers afin d'établir une distinction entre l'appui aux consommateurs et l'appui à la production en faveur de la raffinerie SOGARA. Avant la fin mars 2008, le gouvernement répercutera sur les prix à la pompe les variations qu'ont enregistrées depuis septembre 2007 les prix des produits pétroliers importés, conformément à la formule d'ajustement des prix.

Sur le **front monétaire**, la BEAC est intervenue pour ralentir la croissance des agrégats monétaires au Gabon. En mars 2007 elle a relevé le niveau des réserves obligatoires des banques au Gabon de 7,75 à 10,25 % pour les dépôts à vue, et de 5,75 à 8,25 % pour les dépôts à terme. La BEAC a également accepté de rémunérer les dépôts des banques commerciales à 1,95 %. Sous l'effet conjugué de ces mesures, la croissance annuelle de la masse monétaire a été ramenée à 12 % en juin 2007. Cependant, suite à une accélération des paiements de dette intérieure, le crédit bancaire net à l'État dépassait les prévisions à la fin septembre 2007.

S'agissant de la **gestion de la dette**, le gouvernement gabonais a conclu un accord de principe avec les créanciers du Club de Paris en juillet 2007 sur le remboursement anticipé de la dette à sa valeur de marché, avec une décote de quelque 15 % par rapport à la valeur nominale. Pour financer le remboursement, les autorités ont entrepris d'émettre des titres obligataires sur les marchés de capitaux internationaux. Le premier emprunt, d'un montant de 1 milliard de dollars à 10 ans remboursable in fine a été lancé le 5 décembre 2007 à un taux nominal de 8,2 %. Les agences de notation Standard and Poor's et Fitch ont accordé à la dette souveraine du Gabon une note de BB- et la demande générée par l'émission obligataire a dépassé 2,4 milliards de dollars, ce qui en dit long sur la confiance manifestée par les investisseurs étrangers à l'égard de la politique économique du pays. Le 10 décembre, l'État gabonais a lancé sur le marché régional de la CEMAC un deuxième emprunt de 100 milliards FCFA à 6 ans d'un taux nominal de 5,5 %. Le reste du financement proviendra des réserves du Gabon. Les autorités que je représente espèrent qu'en approuvant cette revue le Conseil d'administration lancera un signal propre à susciter davantage d'intérêt chez les investisseurs envers les émissions obligataires du Gabon. Je tiens à assurer les administrateurs que les autorités gabonaises entendent mener une saine gestion de la dette fondée sur une politique prudente d'emprunt.

Globalement, **les résultats enregistrés dans le cadre du programme** sont satisfaisants, tous les critères de réalisation fixés pour juin et septembre ayant été respectés à deux exceptions près et tous les repères structurels ayant été observés, certes avec certains retards. Comme signalé plus haut, les critères de réalisation sur l'application du mécanisme d'ajustement

automatique des prix des produits pétroliers et sur le crédit bancaire net à l'État n'ont pas été tenus, et au vu des mesures correctives qui ont été prises pour préserver les objectifs budgétaires pour 2007 et 2008, les autorités que je représente demandent que leur soient accordées des dérogations au regard de ces deux critères. Compte tenu de cette performance globale, les autorités gabonaises demandent que soit achevée la première revue de l'accord de confirmation.

II. Programme pour le reste de 2007 et pour 2008

Les autorités gabonaises tiennent à réaffirmer leur détermination à mener les politiques et les réformes économiques nécessaires pour assurer une croissance soutenue et faire reculer la pauvreté, tout en relevant les défis liés à la diminution prévue de la production pétrolière. Elles prévoient en 2008 un taux de croissance du PIB réel hors pétrole de 4,7 %, principalement alimenté par le secteur forestier, la transformation du bois et les services. La production pétrolière devrait progresser de 2,4 % à mesure que de nouveaux gisements deviendront opérationnels. Le taux d'inflation annuel moyen devrait descendre à 3 %, soit le critère de convergence de la CEMAC. La balance des paiements devrait continuer de dégager un solide excédent grâce à la bonne tenue des exportations de produits pétroliers, miniers et forestiers.

Le **programme budgétaire de 2008** vise à amener le déficit primaire hors pétrole à 10 % du PIB non pétrolier, comme convenu dans le programme à moyen terme, grâce à une constante amélioration des recettes non pétrolières et une gestion rigoureuse des dépenses. Les recettes pétrolières devraient connaître une légère progression en termes nominaux et les autorités continueront de mener une politique d'épargne des recettes pétrolières excédentaires. Le budget pour 2008, qui est conforme au programme, a été adopté par l'Assemblée nationale le mois dernier, puis par le Sénat il y a quelques jours.

Les autorités que je représente poursuivront leur **réforme de la gestion des finances publiques**, qui est l'un des principaux objectifs du programme. Elles continueront notamment d'améliorer la préparation et l'exécution du budget, de renforcer l'administration des recettes et de relever la qualité des dépenses publiques. Les administrateurs auront constaté que la conditionnalité structurelle liée à la deuxième revue porte principalement sur cette réforme.

Les autorités se réjouissent du récent dynamisme manifesté par le secteur privé non pétrolier, mais savent qu'il risque d'être éphémère si les **réformes structurelles** voulues ne sont pas entreprises pour l'entretenir. Elles entendent ainsi engager avec le secteur privé une réflexion sur un vaste cadre pour la mise en œuvre et le suivi des mesures propres à accroître la productivité et à diversifier l'économie. Une étude circonstanciée sur la compétitivité, devant être achevée d'ici juillet 2008, permettra de définir les contraintes — notamment le manque d'infrastructures — dans les secteurs hors pétrole qui ont un bon potentiel d'exportation et de création d'emplois. Dans le cadre de cette étude, le gouvernement déterminera les meilleurs

moyens d'encourager la concurrence dans certains secteurs. Il espère en outre que ses réformes dans le secteur forestier, notamment le relâchement des restrictions sur l'exportation de grumes d'okoumé, se traduiront par une activité et des exportations plus vigoureuses.

S'agissant de la **restructuration des entreprises publiques**, une société étrangère a reçu une concession de 25 ans pour améliorer l'exploitation des deux principaux ports du Gabon. En ce qui concerne les entreprises déjà privatisées, le gouvernement a accordé une augmentation de 15 % des tarifs de l'électricité sur une période de 18 mois afin de soulager les difficultés financières de la SEEG en 2007. Ces difficultés étaient principalement attribuables au fait que le mécanisme de tarification ne pouvait pas tenir compte de la variation de certains coûts de production énergétique. Les deux parties ont convenu de mettre en place une commission ad hoc chargée d'entreprendre un examen approfondi de la concession vieille de 10 ans. Suite au rejet par la Cour constitutionnelle des poursuites engagées pour contester la privatisation de Gabon Telecom et suite à l'audit de ses comptes de 2006, la procédure de cession de la part majoritaire de l'État au repreneur retenu dans le courant de l'année sera bientôt menée à terme.

S'agissant de la **transparence**, les autorités que je représente entendent publier d'ici la fin de l'année le rapport de l'ITIE pour 2006. Ce rapport signalera et expliquera les écarts entre les paiements pétroliers reçus par l'État et communiqués à l'ITIE et les recettes pétrolières enregistrées par le Trésor. Le gouvernement continuera de publier les documents pertinents tels que les lois de finances et les audits sur le site Internet du Ministère de l'Économie et des finances.

Le gouvernement appuiera le travail des agents de l'organe régional de contrôle bancaire pour veiller à ce que les banques observent les ratios prudentiels. Il œuvrera de concert avec les autres gouvernements de la CEMAC pour promouvoir l'établissement d'un **marché régional des bons du Trésor**. Ce marché offrirait aux banques de meilleures possibilités de gestion des liquidités et conférerait à la BEAC un instrument de gestion de la politique monétaire axé sur le marché.

III. Conclusion

La mise en œuvre satisfaisante du programme dans le cadre de l'accord de confirmation témoigne de la détermination des autorités à mener leur ambitieux programme d'ajustement. Elles souhaitent réaffirmer leur ferme volonté de suivre des politiques prudentes et de maintenir le programme sur la bonne voie, comme elles l'indiquent dans leur lettre d'intention. Elles espèrent que la communauté internationale continuera de les accompagner dans leurs efforts. À cet égard, j'invite le Conseil d'administration à manifester son soutien au projet de décision dont il est aujourd'hui saisi.